



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

YUGOSLAVIE

C'EST LE CAPITALISME QUI EST RESPONSABLE DE L'HORREUR

■ La ville de Vukovar, objet de litige sanglant entre les nationalistes serbes et croates, est tombée aux mains des forces serbes le 18 novembre. Après plusieurs mois de bombardements incessants, d'affrontements entre différentes milices, de destructions sans nombre, le résultat est un champ de ruines et de désolation.

C'EST LE CAPITALISME POURRISSANT QUI EST RESPONSABLE DE LA BARBARIE.

Les médias nous exhibent aujourd'hui sans vergogne des images de cette horreur. On y montre, comme à plaisir, des rangées de cadavres tout juste enroulés dans un chiffon, des corps mutilés, en pleine putréfaction, des enfants torturés, des femmes pleurant la perte d'un enfant, d'un mari. Et ce spectacle de gens hagards, perdus entre l'hébété et un chagrin sans fond est déversé jusqu'à la nausée. On ne nous parle même pas du nombre des victimes, il est aujourd'hui incommensurable. Ce sont sans doute plusieurs milliers de morts, des blessés et des disparus par dizaines de milliers, le tout sur fond de ruine. Ce qui, hier, n'était que rumeurs se révèle maintenant dans toute sa hideuse réalité. Après plusieurs semaines de bombardements intensifs sur une population civile terrée dans des caves, sans nourriture, sans eau, sans aucune possibilité de soins, les troupes de la milice victorieuse, suivies par les charognards des médias et des organisations dites "humanitaires", font leur entrée dans la ville.

La "communauté internationale", CEE en tête, a promu pas moins de treize cessez-le-feu en quatre mois, tout cela pour arriver à cet infâme spectacle d'une ville (parmi d'autres, de surcroît) dans laquelle 15 000 civils, dont 2 000 enfants et 500 blessés mourant de la gangrène faute de médicaments, sont terrés, alors que quelques centaines de militaires continuent leurs affrontements meurtriers.

Et ce hideux spectacle, ces atrocités dignes des massacres qui ensanglantent régulièrement les pays les plus arriérés du Tiers Monde, ne sont pas encore l'apothéose. Ce n'est qu'un

moment du drame que vit et continuera de vivre une population dont la majeure partie ne comprend même pas de quoi il retourne. Car si, d'un côté, les forces "serbo-fédérales", après la conquête de Vukovar, ont bien l'intention de continuer leur avance et la mise au pas de l'ensemble de ce qui fut la Yougoslavie (aujourd'hui c'est la ville de Osijek qui est menacée), les milices croates, quant à elles, entendent bien continuer de résister et vont sans doute exercer des représailles aussi sanglantes sur les civils serbes vivant dans des zones sous leur contrôle. Car il ne faut pas s'y tromper. Derrière les mots ronflants de "forces serbes", "résistants croates", "armée fédérale" et autre "garde nationale croate", se cache la réalité de cliques nationalistes, voire ethniques, qui se déchirent pour conserver ou étendre leur pouvoir et leurs zones d'influence. Les massacres réciproques qu'ils pratiquent allègrement ont toujours pour victimes des populations civiles qui ne sont ni plus ni moins que les otages de la barbarie capitaliste. Ainsi, de bombardements aériens intensifs en assauts de blindés, de vengeance en représailles, de prises d'otages en exécutions sommaires et de lynchages en règlements de comptes, le cycle infernal des massacres ne fera que prendre une ampleur toujours plus démentielle. Cette folie guerrière à l'œuvre aujourd'hui aux portes de l'Europe industrialisée, c'est celle qu'engendre partout un capitalisme en pleine décomposition. Comme on a pu le voir depuis vingt ans au Liban, à partir d'un certain stade, la sauvagerie de ce système se nourrit d'elle-même.

LES LARMES DE CROCODILE DES GRANDES "DEMOCRATIES" OCCIDENTALES.

Les bonnes âmes de la démocratie bourgeoise n'ont pas fini de s'émouvoir devant ce spectacle. Celles-là même qui pendant quelque quatre mois n'ont fait qu'assister, impuissantes, au déchaînement de cette infâme guerre civile, empêtrées qu'elles étaient dans leurs conflits d'intérêts (voir "RI" n° 206 pour une analyse plus précise des rivalités occidentales), en appellent aujourd'hui à l'ONU. Maintenant qu'il

n'y a plus que champs de ruines, les casques bleus peuvent enfin venir "s'interposer", histoire de manifester la "solidarité" de la bourgeoisie internationale avec ce "peuple martyr" !

Les seules choses que les six "conférences de paix" et les trois "sommets" de La Haye (tous sous l'égide de la CEE) aient été en mesure de faire c'est d'abord de décréter des cessez-le-feu sans aucun effet, et plus récemment de mobiliser toutes les bonnes volontés... esthétiques pour sauver... les vieilles pierres de Dubrovnik ! Ah ! Pour cela ils se sont remués nos ministres de la culture, nos artistes de renom, nos "hommes de goût", et là ils ont réussi à trouver un terrain d'entente. Il est vrai que sur ce plan tout le monde ne peut qu'être d'accord. Sauvons le patrimoine culturel et architectural ! Voilà une perspective enthousiasmante et... becquée.

Pendant ce temps, par les bombes, la mitraille et les incendies, des hommes, des femmes et des enfants étaient massacrés dans l'indifférence générale des bourgeois "démocrates" de tout poil. Des milliers d'êtres humains crevaient de

(SUITE PAGE 2)

SOMMAIRE

SITUATION INTERNATIONALE

- Dissémination nucléaire..... p. 2
- L'URSS s'enfoncé dans un chaos sans limite p. 3
- Pologne : les ouvriers paient cher leurs illusions p. 3
- Partout en Europe, une même offensive de la bourgeoisie contre le prolétariat..... p. 7

FRANCE

- C'est le capitalisme qui propage le SIDA p. 4
- Montand : "J'étais con et dangereux" p. 4
- Encore et toujours plus de misère pour les ouvriers p. 4
- Renault : avec les syndicats, la défaite est assurée p. 5
- ...Avec les trotskistes aussi p. 5

INTERVENTION DES REVOLUTIONNAIRES

- Réunion publique du CCI en Allemagne..... p. 6

CONFERENCE DE MADRID, SOMMET DE L'OTAN

LE "NOUVEL ORDRE MONDIAL" N'EST QUE CHAOS ET BARBARIE GUERRIERE

■ Plus la bourgeoisie parle de paix, plus elle prépare la guerre ! Voilà une réalité dont la classe ouvrière n'a cessé de faire l'expérience depuis des décennies. Il y a 2 ans encore, alors que le soi-disant "seul fauteur de guerre", le bloc de l'Est, s'effondrait avec fracas, ici, en Occident, on nous annonçait l'ouverture (enfin !) d'une "ère de paix et de prospérité" pour l'humanité toute entière. Quelques mois après, cette propagande triomphante de tous les démocrates en herbe apparaissait pour ce qu'elle est : un odieux et grossier mensonge. La guerre du Golfe, avec ses bombardements monstrueux, ses gigantesques destructions et ses centaines de milliers de morts, révélait encore une fois au grand jour la barbarie meurtrière du capitalisme et la cruauté de la classe dominante, en particulier celle de ces assassins avérés que sont Bush, Mitterrand, Major et compagnie.

Et la réalité a beau les démentir, ils n'en continuent pas moins de nous resservir les mêmes discours mystificateurs, le même baratin inepte à chaque fois qu'ils en ont l'opportunité.

En ce mois de novembre 1991, ce bourrage de crâne a connu un sommet avec la fameuse Conférence de Madrid sur le Moyen-Orient, mais aussi avec le sommet de l'OTAN à Rome ; deux événements d'importance qui, derrière les accolades et les sourires hypocrites, derrière les amitiés feintes et les soi-disant témoignages de bonne volonté pacifiste, n'ont été significatifs que des tensions redoublées qui traversent le monde bourgeois aujourd'hui, deux événements d'importance qui sont non pas le signe que la bourgeoisie est en train de résoudre ses contradictions et les antagonismes qui la déchirent (antagonismes qui coûtent de plus en plus cher à l'humanité en sacrifices et en cadavres), mais au contraire une preuve supplémentaire que cette classe

d'exploiteurs et d'assassins s'engage toujours plus loin dans la barbarie.

MADRID : LA LOI DU "PARRAIN AMERICAIN"

En cette fin d'année et pendant près d'une semaine, la capitale espagnole a été au centre de la situation mondiale. Il est indiscutable que ce qui s'est passé revêt une signification historique considérable : depuis 1947, date de la partition de la Palestine par l'ONU et de la formation de l'Etat hébreu, et après cinq guerres meurtrières, c'est la première fois qu'Israël et ses voisins arabes se retrouvaient tous ensemble autour de la même table. Ce qui n'avait jamais été obtenu en quarante-trois ans, qui paraissait impossible, s'est accompli en ce début du mois de novembre 1991 : les "ennemis éternels" se sont parlés directement et ont convenu de poursuivre leur "dialogue" dans les semaines et les mois à venir.

Ainsi, la réalité semble donner raison à tous ces hommes politiques et journalistes bourgeois qui n'ont cessé, avant, pendant, et après cette conférence "historique" présidée par les Etats-Unis, de lancer des hourras, de continuer à nous prédire des lendemains qui chantent. Mais si l'impossible s'est produit, ce n'est sûrement pas, comme tous ces menteurs voudraient nous le faire croire, parce que "la raison aurait triomphé" et que tous les Etats bourgeois, en particulier, ceux du Moyen-Orient, auraient décidé de "s'entendre". Dans le capitalisme, et surtout dans la période actuelle, on a toujours affaire au même panier de crabes qui ne demandent qu'à s'agiter et à s'entre-déchirer parce que c'est dans leur nature et parce que ce sont leurs intérêts impérialistes sordides qui le leur commandent.

Si Arabes et Hébreux sont côte à côte aujourd'hui, c'est

parce qu'ils sont contraints de "s'entendre", qu'ils le veulent ou non.

Et s'ils sont contraints de "s'entendre", c'est d'abord et avant tout parce que le contexte mondial a radicalement changé depuis deux ans et parce que les conditions qui leur permettaient, depuis un demi-siècle, de s'affronter et de mettre à feu et à sang le Moyen-Orient, n'existent plus.

Depuis l'effondrement du bloc russe, tous ces protagonistes, si longtemps belliqueux, ne peuvent plus jouer sur la rivalité impérialiste Est-Ouest pour essayer de faire prévaloir leurs intérêts propres.

Et, depuis la guerre du Golfe qui a consacré la suprématie écrasante de la puissance américaine, ils sont tous soumis au diktat des seuls USA sans la possibilité de trouver, aujourd'hui, le moindre moyen d'y échapper, la plus petite porte de sortie, la plus petite "protection" auprès d'une autre puissance. Tous ces petits impérialismes sont, à l'heure actuelle, contraints de passer sous les fourches caudines de Washington. L'Etat irakien qui a voulu jouer sa propre carte en a fait les frais de la façon la plus radicale et la plus exemplaire. Tous les autres sont dans l'obligation de se plier au "nouvel ordre" américain, que ce soit par la menace ou par la force : les pays arabes modérés parce qu'ils ont besoin du "parapluie" militaire US, les autres parce qu'ils sont soumis à un chantage économique et financier, comme la Syrie ou même Israël, l'"allié de toujours", dont la seule survie dépend totalement des capitaux américains ; quant à la bourgeoisie palestinienne, c'est-à-dire l'OLP, elle en est, après s'être placée dans le "mauvais camp" lors de la guerre du Golfe, à se contenter, aujourd'hui, de la promesse d'un statut d'autonomie pour les territoires occupés.

(SUITE PAGE 2)

Le "nouvel ordre mondial" n'est que chaos et barbarie guerrière

(SUITE DE LA PAGE 1)

Depuis la leçon qu'ils ont donnée à l'Irak au début de cette année, les USA n'ont cessé d'accentuer leur pression sur toutes les "petites frappes" impérialistes du Moyen-Orient afin de les mettre au pas et de les amener à la Conférence de Madrid, qu'ils ont organisée et dirigée de bout en bout. Quant à la poursuite des négociations entre bourgeoisies juive et arabe, elle se fera à Washington même, chez le "grand boss".

Mais cette conférence, comme la guerre contre Saddam Hussein, n'a pas seulement révélé l'emprise des USA sur le Moyen-Orient, elle a surtout confirmé la suprématie américaine vis-à-vis des autres grandes puissances. Tous ceux qui, comme la France, la Grande-Bretagne ou encore plus l'Allemagne, pouvaient avoir des prétentions au sud de la Méditerranée ont reçu un véritable camouflet. Ni Kohl, ni Mitterrand, ni même Major, pourtant ami fidèle et soumis de Bush, n'ont obtenu le moindre strapontin à Madrid.

En fait, tous ceux qui seraient tentés dans la période actuelle, marquée par le chacun pour soi, de jouer une carte "indépendante" vis-à-vis des USA ont eu là une preuve supplémentaire que la première puissance mondiale n'a aucunement l'intention d'accepter la moindre remise en cause de sa suprématie et voire la moindre rivalité. Ce que la stratégie américaine avait démontré sur le plan militaire dans la guerre du Golfe, elle le confirme à Madrid sur le plan diplomatique : l'oncle Sam est bien le seul gendarme capable d'assurer un peu d'ordre dans le monde aujourd'hui; contre le chaos qui gangrène de plus en plus le capitalisme à travers toute la planète, c'est exclusivement de la puissance américaine, en particulier de son énorme supériorité militaire, que dépend l'ordre mondial. Et tous les pays, y compris ceux qui, comme en Europe, essaient de jouer leur propre carte, doivent se faire à l'idée qu'ils ont besoin de ce gendarme, qu'ils ont intérêt à se soumettre. Ce rôle de gardien de l'ordre, les USA l'ont bien sûr affirmé à Madrid, en se montrant capable d'apporter une solution à l'un des conflits les plus anciens et graves de la planète, mais d'autant plus clairement que les Européens, eux, affichent, jour après jour, leur impuissance et leur incapacité à résoudre la situation en Yougoslavie.

SOMMET DE L'OTAN : UN PANIER DE CRABES

Moins d'une semaine après Madrid, les USA ont continué à enfoncer le même clou au dernier sommet de l'OTAN, qui s'est tenu à Rome. Si, dans le contexte mondial de disparition des deux anciens blocs impérialistes, l'OTAN (à l'image du Pacte de Varsovie qui a déjà disparu) n'a plus de raison d'être, Washington ne cherche pas moins à la maintenir en vie en lui assignant une nouvelle mission. Ainsi, le document final adopté à ce sommet constate : *"La menace d'attaque massive et simultanée sur tous les fronts européens de l'OTAN a bel et bien été éliminée"*, et affirme que les nouveaux risques, auxquels il faut parer maintenant proviennent *"des conséquences économiques, sociales et politiques, y compris les rivalités ethniques et les litiges territoriaux que connaissent de nombreux pays d'Europe centrale et orientale"*.

Le message est clair : même si la menace soviétique

n'existe plus, les puissances impérialistes européennes ont tout intérêt à lutter ensemble derrière les USA contre le chaos qui vient de l'Est et qui risque de les submerger en premier. L'exemple de l'Allemagne, qui est aujourd'hui pourtant la principale rivale des USA, la seule puissance vraiment réellement remettre en cause, à terme, l'hégémonie américaine, est sur ce plan plus que significatif : c'est elle qui se trouve en première ligne du chaos venu de l'Est et elle ne peut, pour l'instant, vu ses faibles capacités de défense, que compter sur les troupes occidentales (américaines surtout) stationnées sur son territoire pour d'éventuelles opérations de police. Bush était d'ailleurs parfaitement conscient de cette faiblesse des Européens et de Kohl en particulier quand il a menacé : *"Si vous voulez que nous partions d'Europe, dites-le nous franchement !"*

Ce qui, à l'évidence, s'est exprimé à Rome, une nouvelle fois, à travers ce bras de fer, c'est l'aggravation des tensions entre les anciens alliés du bloc occidental. Cette aggravation s'est révélée, avant le sommet, à maintes reprises, en particulier de la part de l'Allemagne et de la France, qui ont décidé de renforcer notablement leur coopération militaire, et qui sont tentés de promouvoir à travers la CEE un pôle européen indépendant (des USA, bien sûr !). Durant le sommet, c'est Mitterrand, lui-même, qui est monté au créneau pour contester la volonté américaine en affirmant haut et fort que l'OTAN n'est pas *"la Sainte-Alliance"* et qu'elle n'a pas *"à régler les problèmes internes à nos pays ou à dicter les politiques"*.

Ainsi, malgré la pression énorme qu'exerce de plus en plus la première puissance du monde sur ses anciens alliés, ceux-ci n'en continuent pas moins de chercher à se défaire de son emprise et à s'affirmer contre elle. C'est d'ailleurs l'enjeu principal du prochain sommet de la CEE de Maastricht. A la volonté de Kohl et Mitterrand d'accélérer l'unité politique européenne (avec les conséquences militaires qui en découlent), Washington riposte en déléguant à son principal allié sur le vieux continent, la Grande-Bretagne, le soin de torpiller les propositions franco-allemandes. Major a déjà annoncé la couleur en affirmant que l'Union Européenne Occidentale doit être *"le bras européen de l'OTAN"*. Cela signifie en clair que, pour Bush et son porte-parole en Europe, les Etats européens peuvent bien se donner une politique étrangère et même une défense commune, mais uniquement pour appliquer scrupuleusement les directives qui viendront d'outre-Atlantique.

LE CAPITALISME ENTRaine LE MONDE DANS LE CHAOS ET LA BARBARIE

Ces deux rencontres ne montrent donc pas, comme on voudrait nous le faire avaler, un monde capitaliste marchant allègrement vers *"une ère d'entente et d'harmonie entre les peuples"*. Au contraire, elles constituent des moments particulièrement significatifs de l'état de décomposition dans lequel s'enfonce ce système décadent et barbare. Elles ont révélé une classe dominante minée de plus en plus par des antagonismes qui ne demandent qu'à s'exprimer ouvertement et violemment.

Si, à Madrid, le coup de massue américain a calmé pour un temps certaines ardeurs belliqueuses au Moyen-Orient, il

est probable voire certain que les sources de tensions et de chaos sont loin de devoir disparaître : la paix, si elle est signée, ne gommait jamais les rivalités d'intérêts impérialistes profondes qui existent dans cette région du monde, entre Israéliens et Syriens par exemple ou entre Israéliens et Palestiniens, ou encore entre Irakiens et Syriens, etc.

De plus, la décomposition et les famines qui frappent, et ne peuvent que frapper encore plus, les populations de cette zone vont à terme aggraver la situation à travers des émeutes, des luttes sanglantes entre clans, ethnies ou partisans de telle ou telle religion,...

Et le "grand gendarme américain" sera forcément amené à intervenir par la force pour maintenir l'ordre, comme d'ailleurs il menace en ce moment de le faire contre l'Etat libyen.

Mais face au chaos qui ne gagne pas seulement le Moyen-Orient mais aussi et rapidement un peu partout le monde, les USA ne pourront que redoubler d'efforts pour imposer leur "nouvel ordre mondial". C'est pourquoi, on le voit dès aujourd'hui mener une offensive tous azimuts, dans tous les coins de la planète, comme actuellement en Extrême-Orient, pour faire pression sur certains pays qui sont tentés de jouer leur carte (la Chine, la Corée du Nord...) ou pour obliger d'autres (Cambodge, Vietnam, Inde, Pakistan...) à accepter leur "paix". Et même à travers les organismes internationaux (OTAN, ONU, AIEA, GATT, etc.), ils font tout pour imposer "leurs règles" sur tous les plans, économique, diplomatique et militaire.

Mais plus les USA affirmeront leur suprématie et plus celle-ci s'imposera contre les intérêts des autres puissances, notamment contre ceux des pays européens et de l'Allemagne en particulier. Cette situation ne peut mener qu'à la disparition de la "solidarité" entre les principaux Etats occidentaux et à l'expression de plus en plus ouverte des rivalités et même des tensions violentes entre eux. Tout cela ne peut constituer qu'une aggravation du chaos général.

C'est cette effroyable réalité du capitalisme que le prolétariat doit regarder bien en face. Il ne doit pas se laisser endormir et mystifier par les discours rassurants que lui tient en permanence la bourgeoisie sur l'avenir du monde. L'avenir, si le prolétariat laisse faire, s'il ne met pas à bas ce système, c'est la destruction progressive, mais certaine, de toute l'humanité.

JE (24.11.91)

MASSACRES EN YUGOSLAVIE

(SUITE DE LA PAGE 1)

faim ou de maladie, sans aucun secours, parce que la haine entre milices de différentes obédiences et nationalités, encouragée par les pays industrialisés d'Europe, interdit toute trêve, tout ralentissement des combats.

Que dire alors de la démarche entreprise depuis quelques semaines par différentes organisations "humanitaires" et à la tête desquelles s'est placé l'ineffable Kouchner ? Que dire en effet sinon qu'elle donne encore plus la nausée que la barbarie guerrière elle-même. Le Zorro de l'action humanitaire a lancé une campagne pour créer des "couloirs humanitaires". Oh ! la bonne et généreuse idée. Comme elle emporterait l'enthousiasme et l'adhésion si l'on n'y distinguait aussi aisément la manœuvre. Car ce monsieur, outre qu'il a comme souci d'assurer sa propre promotion, a pour objectif essentiel d'afficher la "sollicitude" de l'Etat capitaliste français, dont il est un fidèle laquais, vis-à-vis des plaies que ce même Etat a largement contribué à ouvrir. C'est ainsi qu'il s'était déjà exhibé au milieu des réfugiés kurdes, au printemps dernier, alors qu'il avait soutenu à fond et sans état d'âme les exploits de la coalition anti-irakienne responsable de plusieurs centaines de milliers de morts et qui avait livré pieds et poings liés ces mêmes populations kurdes aux griffes du bourreau Saddam. Aujourd'hui, il dit vouloir faire de Dubrovnik une "ville de paix", sans doute aussi avec le souci de protection des belles pierres. Qu'il soit secondé, dans cette entreprise, par le ministre italien de... l'immigration n'est pas fait pour nous étonner. Il n'est qu'à se souvenir de l'attitude de la très "démocratique" Italie face aux émigrés albanais voici quelques mois pour comprendre que la préoccupation de la bourgeoisie occidentale est de maintenir "chez elles" les populations qui subissent l'horreur qu'elle provoque dans les zones périphériques (voir "RI" n° 205).

En déchaînant aujourd'hui cette répugnante campagne "humanitaire", ce que cherche surtout l'ensemble de la bourgeoisie occidentale, c'est à se dédouaner de la responsabilité qu'elle porte dans toute cette horreur. En dépêchant sur le terrain quelques médecins et autres "bonnes consciences démocratiques", en envoyant quelques tonnes de médicaments et de vivres, tous ces charognards qui nous gouvernent ne visent rien d'autre qu'à nous faire oublier leurs propres crimes.

Toutes ces gesticulations "humanitaires" ne font que dévoiler une fois de plus le cynisme et l'hypocrisie sans nom de cette classe de gangsters déguisés, pour les besoins de leur propagande, en bons samaritains.

La classe ouvrière, elle, ne doit pas se laisser bernier par les larmes de crocodiles de toute cette racaille capitaliste. Au contraire, elle doit comprendre que la tragédie sanglante qui déchire la population en Yougoslavie aujourd'hui, ce chaos effroyable aux portes de l'Europe occidentale, n'est qu'une nouvelle manifestation de la pourriture immonde du système capitaliste. Elle doit comprendre que ce ne sont pas seulement les cliques bourgeoises locales qui sont responsables du bain de sang, mais toute la bourgeoisie mondiale et en premier lieu, les grandes "démocraties" occidentales, celles qui, pendant des mois, ont laissé les serbo-croates "mariner dans leur jus". Celles qui, pendant des mois, pour défendre leurs intérêts impérialistes, ont attisé le brasier yougoslave en soutenant tel ou tel camp belligérant.

C'est bien cette monstrueuse réalité, cette infamie de toute la classe dominante et de son système, que les campagnes "humanitaires" actuelles cherchent une fois encore à nous masquer.

P. (23.11.91)

Dissémination nucléaire

Docteur Folamour : ce n'est plus du cinéma !

■ Depuis Hiroshima et Nagasaki, tous nos bourgeois nous ont asséné la logique de la dissuasion nucléaire comme la garantie pratiquement infaillible de la paix et de la stabilité mondiale : l'équilibre de la terreur nucléaire entre les deux grands blocs était soi-disant le frein déterminant au déclenchement d'un troisième holocauste général, même si les conflits sanglants plus "conventionnels" n'ont jamais cessé depuis 1945.

L'effondrement du stalinisme et la fin du bloc de l'Est ont été depuis deux ans un argument supplémentaire de la bourgeoisie sur la fin de la menace nucléaire généralisée. Mais l'illusion n'aura pas tenu longtemps : sur la base d'un chaos grandissant aux multiples facettes, le putsch raté du mois d'août dernier en URSS a rappelé la réalité la plus crue : la formidable force de frappe nucléaire soviétique aura, trois jours durant, échappé aux autorités légales du pays. Rien de moins.

Et la bourgeoisie de constater froidement qu'*"aussi sûrement que la catastrophe de Tchernobyl a révélé l'ampleur des risques induits par le nucléaire civil, le coup d'Etat a détruit le mythe du contrôle permanent et total d'hommes de raison sur l'atome militaire"*. ("Libération", 5/11/91.)

Mais au-delà de l'anecdote symbolique, la situation est encore pire aujourd'hui avec l'éclatement chaotique de l'empire soviétique en de multiples entités territoriales, ethniques, politiques, toutes revendicatrices d'un pouvoir autonome et avides d'un partage des dépouilles nucléaires de l'ancien Empire : de la Biélorussie jusqu'à l'Ukraine, en passant par le Kazakhstan ou la Russie, les nouvelles cliques bourgeoises au pouvoir, toutes aussi anachroniques les unes que les autres, n'ont pas d'états d'âme pour revendiquer en petits brigands leur part de puissance militaire et nucléaire, comme l'Ukraine menaçant de confisquer jusqu'aux silos stratégiques installés sur son territoire. Et ce ne sont pas des broutilles dont il est question : pour l'exemple, si l'Ukraine ne conservait que 1% de l'arsenal soviétique, le nombre de ses charges serait équivalent à celui dont dispose actuellement la France !

Et quand se profile à l'horizon des rivalités grandissantes entre tous les clans en présence, prêts à s'entredéchirer dans des conflits insolubles et barbares tels ceux déjà visibles en Géorgie (cf "RI" n° 206), où tous les dérapages feront force de loi, il y a de quoi avoir des sueurs froides.

Aujourd'hui, les principales puissances du monde elles-mêmes serrent les fesses et cachent de plus en plus mal leur angoisse devant une telle poudrière. Voilà pourquoi, malgré leurs discours mensongers visant à nous démontrer que le "nouvel ordre mondial" a un devenir plein de promesses de paix, ils sont tous mobilisés autour de l'URSS en lambeaux. Voilà pourquoi Bush ne cesse de faire à Gorbatchev de nouvelles propositions de désarmement. Son principal souci au-

jourd'hui est de tenter de réduire le plus possible cet arsenal incontrôlé. Le pouvoir central à Moscou l'a fort bien compris en souscrivant largement aux dernières propositions américaines qui suggèrent un repli des armes nucléaires soviétiques sur le sol russe.

Et sur ce plan, la perspective de chaos et de nucléarisation à tout va du monde est loin de s'arrêter aux seules frontières de l'ex-empire russe ou aux tentatives tant décriées de l'Etat irakien. De l'Iran à la Corée du Nord, en passant par le Brésil, l'Argentine, l'Inde, le Pakistan, la Libye et bien d'autres pays encore, les efforts des bourgeoisies du monde entier vont vers la construction de leurs propres forces nucléaires, pour défendre leurs plus ou moins grands appétits impérialistes sur la scène mondiale du "chacun pour soi". Et ce processus effolant de dissémination de l'arme nucléaire à travers le monde est aujourd'hui aggravé volontairement par des puissances nucléaires comme la Chine qui répondent à la demande et exportent leur savoir, la technologie et le matériel nécessaire à la confection de ces armes de l'apocalypse. De plus, et ce n'est pas le moins inquiétant, des milliers d'ingénieurs nucléaires soviétiques, aujourd'hui inemployés, sont prêts à quitter leur pays et à se vendre au plus offrant sur un marché aussi "porteur".

Et les spécialistes bourgeois reconnaissent d'emblée qu'*"il existe une possibilité d'utilisation non autorisée des armes tactiques"*, *"le risque nucléaire soviétique ne disparaît pas mais devient marginal : le cauchemar d'un conflit local, dégénérant en bataille d'envergure, voire atomique, n'est plus impensable"*. ("Libération", 8/11/91.)

Face à ce chaos sans nom, les USA, gendarmes patentés aujourd'hui du monde entier, au travers de toutes leurs propositions "historiques" ou non, tentent d'imposer une règle du jeu et de maintenir un semblant d'ordre dans cette curée infernale : c'est ainsi le rôle dévolu à l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique dont le rôle est de chapeauter et contrôler les divers programmes nucléaires étatiques officiellement déclarés sur la base du Traité International de Non-prolifération.

Mais comme le reconnaît cyniquement un commentateur bourgeois : *"A l'exception d'une défaite militaire absolue comme dans le cas de l'Irak, l'AIEA et les autres agences ne sont pas près d'avoir les moyens de faire respecter leurs droits"*. ("Libération", 4/11/91.)

En fait, ce sinistre individu ne fait qu'affirmer clairement les intentions des grandes puissances, en particulier celles des USA : il en coûtera très cher à ceux qui ne voudront pas se plier à la règle du jeu. En définitive, la bourgeoisie ne sait répondre au chaos qui gagne inexorablement son système que par la barbarie guerrière.

Stopio

L'URSS S'ENFONCE DANS UN CHAOS SANS LIMITE

■ Ces dernières semaines, de nouvelles convulsions ont encore accéléré le processus de désintégration de l'ex-URSS. Après la sécession de plusieurs républiques de feu l'Union Soviétique, c'est maintenant la Fédération de Russie qui est en train d'éclater, notamment à travers les mouvements indépendantistes qui ébranlent aujourd'hui les républiques du Caucase.

L'ECLATEMENT DE LA FEDERATION DE RUSSIE

La crise qui a opposé début novembre le pouvoir central de Moscou aux autonomistes tchétchènes et ingouches dirigés par l'ex-général de l'Armée rouge, Doudaev, n'est qu'un nouvel épisode de la dynamique de décomposition qui mine la société dans l'ex-empire russe. Car la faillite irrémédiable d'un système qui, pendant des décennies, n'a pu maintenir la cohésion du tissu social que grâce à la terreur a ouvert une véritable boîte de Pandore où tous les rouages de la société soviétique ne peuvent que continuer à se disloquer, engendrant dans cette spirale infernale des conflits interethniques et nationalistes toujours plus sanglants, absurdes, irrationnels. Ainsi, c'est aujourd'hui une république musulmane particulièrement arriérée de 1,2 million d'habitants qui se lance à son tour dans l'aventure sans perspective de l'indépendance nationale sous l'impulsion de la mafia tchétchène et d'un flibustier, ancien stalinien, reconverti en défenseur de la "démocratie".

En décrétant l'état d'urgence en Tchétchéno-Ingouchie, dix jours après l'autoproclamation d'indépendance de cette république, Eltsine visait surtout à tenter désespérément d'empêcher le virus nationaliste de gagner toutes les autres républiques de la Fédération russe. Mais les temps ont changé. Non seulement, aucune épreuve de force ne sera plus en mesure de ramener un ordre qui s'est effondré depuis deux ans, mais toute tentative de maintenir un minimum de cohésion ne peut encore qu'engendrer plus de chaos et d'instabilité. Ainsi, face à des républiques surarmées, comme celles du Caucase, le pouvoir central de Moscou ne pouvait que céder devant la menace d'affrontements militaires particulièrement sanglants, d'autant plus que les troupes de l'Armée rouge, elles-mêmes minées par la décomposition, ne sont plus fiables. En outre, la menace d'attentats terroristes brandie par les autorités indépendantistes tchétchéno-ingouches (en particulier contre les centrales nucléaires en Russie) en cas de répression de Moscou a été prise très au sérieux par le pouvoir central. C'est en partie face à ce danger majeur que le Parlement russe a lâché Eltsine en désavouant l'instauration de l'état d'urgence. Contrainte de céder au chantage d'un Etat terroriste dans l'Etat, paralysée par une situation qu'elle ne maîtrise plus, la bourgeoisie russe fait aujourd'hui un constat d'impuissance.

Il est clair désormais qu'elle n'a plus les moyens ni de faire valoir son autorité ni même d'imposer une quelconque politique face aux autres républiques. En sanctionnant l'effondrement inéluctable de la Fédération de Russie et du pouvoir central, la crise tchétchéno-ingouche vient de marquer une nouvelle étape dans le processus catastrophique de décomposition de l'ex-URSS. La poursuite irréversible de ce mouvement centrifuge ne peut qu'aggraver encore le chaos indescriptible qui règne dans cette région du monde, avec tout ce qu'il porte de menaces non seulement pour les populations de ce pays mais aussi pour la planète entière. En particulier, l'effondrement du pouvoir central pose directement le problème de sa capacité à maintenir sous son contrôle l'armement nucléaire disséminé sur tout le territoire car chaque république, pour être réellement "autonome", va tendre de plus en plus à revendiquer le droit d'assurer sa propre défense territoriale et réclamer des prérogatives sur une partie du potentiel nucléaire de l'ex-Union (voir article

page 2). Comme le révélait, en octobre dernier, l'ambassadeur Batsanov, chef de la délégation soviétique à la conférence de l'ONU sur le désarmement : *"La dissémination des armes nucléaires dans les différentes républiques qui ont déclaré leur indépendance constitue un risque très réel. La technologie nucléaire n'a jamais été le domaine réservé de la Russie. Toutes ont participé aux différents programmes de développement à l'époque de l'Union. Elles ont toutes les moyens de fabriquer des bombes."*

LES REFORMES ECONOMIQUES : ENCORE PLUS DE CHAOS ET DE MISERE POUR LA CLASSE OUVRIERE

Le camouflet que vient de subir Eltsine dans le "règlement" de la crise tchétchéno-ingouche n'est qu'une des premières manifestations politiques de la décomposition qui gangrène maintenant la nouvelle clique dirigeante issue de l'échec du putsch du 19 août. Ce "pouvoir fort" revendiqué par Eltsine s'est ainsi ouvertement révélé pour ce qu'il est : un tigre de papier incapable d'empêcher la Russie de couler avec le bateau soviétique. Le désaveu d'Eltsine par ce même Parlement qui lui avait accordé les pleins pouvoirs pour sauver la fédération de Russie du marasme, en aggravant encore les dissensions au sein de la clique des réformateurs, s'est soldé par un éclatement du mouvement "Russie Démocratique" en deux tendances rivales. L'une, pro-Eltsine, soutenant la mise en application des mesures de libéralisation sauvages de l'économie, l'autre, plus proche de Gorbatchev, dénonçant la "thérapie de choc" préconisée par la clique eltsinienne.

Ce sont maintenant ses alliés d'hier qui dénoncent à cor et à cri l'"irresponsabilité" et l'"incompétence" du président de Russie. C'est ainsi que fin octobre, on a pu entendre le maire de Moscou, Gavril Popov, déclarer qu'"il ne portera pas la responsabilité de la libération des prix", tandis que celui de Saint-Petersbourg, Anatoli Sobtchak, accusait Eltsine de vouloir *"affamer la Russie"*, et de prendre, de ce fait, le risque d'explosions sociales : *"La libération des prix revient à mettre le consommateur en position de mendiant. Si cela se produisait, une partie de la population descendrait dans la rue pour renverser le gouvernement (...). Nous n'avons pas constitué les réserves alimentaires suffisamment importantes sans lesquelles les grandes villes soviétiques et les plus grands centres industriels du pays ne pourraient simplement pas survivre."* ("Libération" du 12.11.91.)

En réalité, les conflits qui minent maintenant la nouvelle clique bourgeoise au pouvoir ne sont rien d'autre que la conséquence logique du borborygme dans lequel s'enlise toute la classe dominante. L'impasse sur les plans tant politique qu'économique dans laquelle elle se trouve acculée montre que la dynamique de décomposition d'un pays devenu totalement ingouvernable ne peut épargner aucune fraction de la bourgeoisie et de son appareil politique. Car aucune clique, quel que soit son "programme", n'est en mesure de freiner un tant soit peu le chaos économique, politique et social qui gangrène ce pays.

Pour la population, et en particulier pour la classe ouvrière, le plan de réformes économiques proposé par le "grand démocrate" Eltsine ne signifie rien d'autre qu'une misère et une austérité accrues, l'explosion du chômage massif, des pénuries et des famines, des souffrances et des privations comme jamais la population de ce pays n'en avait connu pendant les décennies de terreur stalinienne. Ainsi, dès le 1er décembre, à Moscou, le rationnement du pain et des produits de première nécessité sera institué de façon systématique sous prétexte de lutte contre la spéculation. Aujourd'hui déjà, on ne trouve plus de pain dans la capitale car la population, affolée par l'annonce de ces mesures, en arrive à stocker

même les denrées périssables comme le pain. A côté du rationnement, la libération massive des prix depuis octobre dans les magasins privatisés n'a fait qu'aggraver encore plus la spéculation. Avant la fin de l'année, on prévoit une hausse de 200 % des prix des denrées de première nécessité. Déjà, le prix du kilo de viande a été multiplié par dix sur les marchés kolkhoziens (80 roubles alors que le salaire moyen d'un ouvrier en Russie se chiffre à environ 300 roubles par mois).

Face à cette situation catastrophique, il est clair à présent qu'aucune "aide occidentale" ne pourra sauver l'ex-URSS de son enfoncement inéluctable dans le chaos. Plus les Etats industrialisés d'Occident prennent conscience, jour après jour, de la profondeur du marasme soviétique, moins ils sont enclins à continuer à soutenir une économie en pleine faillite. En témoignent les difficultés actuelles que pose à l'ensemble des pays industrialisés le problème de l'endettement faramineux de l'URSS. Avec une dette extérieure de 400 milliards de francs, ce pays, aujourd'hui en état de cessation de paiement, est relégué ainsi au rang des Etats les plus arriérés du Tiers Monde. Les crédits alloués récemment à l'ex-URSS par le groupe du G7 pour le paiement des intérêts de sa dette extérieure n'ont qu'un seul objectif : éviter d'officialiser la banqueroute totale de ce qui reste de l'Etat soviétique. Cet effondrement de l'économie de l'URSS est déjà sanctionné par le fait que la Gosbank, confrontée aux difficultés supplémentaires que pose le désengagement des républiques sécessionnistes vis-à-vis de la dette de l'Union, est obligée aujourd'hui de fabriquer massivement de la monnaie de singe pour continuer à faire "fonctionner" la machine économique. En engendrant une hyperinflation déjà incontrôlable (le rouble perd aujourd'hui 3 % de sa valeur chaque semaine !), cette situation ne peut que précipiter encore plus rapidement toute l'économie soviétique dans un gouffre sans fond. C'est bien cette réalité, édifiante, qui donne le vertige aux créanciers occidentaux. Comme le révèle un banquier français : *"On ne sait plus à qui on prête et auprès de qui on devra exiger les remboursements."*

Ainsi, trois mois après l'échec du putsch des "conservateurs", l'euphorie de la déstalinisation qui nous a été présentée comme une grande victoire des forces "démocratiques" a cédé la place à la panique générale. La réalité vient maintenant dévoiler dans toute son horreur le vrai visage de cet "avenir radieux" que le capitalisme libéral était censé offrir à la société soviétique : cet avenir, c'est celui de l'enfoncement de toute cette partie du monde capitaliste dans un chaos sans limite. La situation présente, déjà cauchemardesque, ne fait qu'annoncer des perspectives encore plus effroyables pour la population de ce pays. Car aucune "aide" économique ou "humanitaire" des démocraties occidentales ne pourra, ni aujourd'hui ni demain, sortir l'URSS de cette impasse. Et si ce pays est aujourd'hui condamné à sombrer dans sa propre décomposition, ce n'est pas parce que le communisme aurait fait faillite, mais bien parce que l'URSS n'a jamais été autre chose qu'un Etat capitaliste. Son effondrement n'est que le résultat de l'écroulement général du système capitaliste dans son ensemble.

La seule perspective d'avenir pour la population en URSS comme pour l'ensemble de l'humanité ne peut venir que du renversement de ce système moribond par la seule force capable de construire une autre société à l'échelle mondiale : la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat international. Et c'est dans les pays centraux du capitalisme, au coeur de la vieille Europe occidentale, là où la classe ouvrière est la plus concentrée et expérimentée, que peut surgir et s'affirmer ce nouvel ordre social.

Avril (21.11.91)

Pologne

LES OUVRIERS PAIENT AU PRIX FORT LEURS ILLUSIONS SUR LA DEMOCRATIE

■ *"J'ai peur du chaos"*. Voilà le seul commentaire que peut inspirer à la bourgeoisie polonaise, par la bouche de l'ancien premier ministre Mazowiecki, les résultats des élections du 27 octobre. Il ne peut pas mieux dire. Le spectacle lamentable qu'offre la Pologne à travers ces "élections libres", c'est bien celui d'une bourgeoisie complètement décomposée, paralysée par ses dissensions internes, totalement impuissante à gérer un pays qui s'enfonce dans le chaos.

Depuis le jour de début septembre 1980, où l'Etat stalinien polonais donnait le jour, avec le concours empressé des bourgeoisies occidentales apportant toute leur sollicitude pour cet accouchement douloureux, au jeune bébé Solidarnosc, que n'avons-nous pas entendu comme louanges sur cette Pologne héroïque, sur son fameux syndicat "libre" et sur son célèbre leader Lech Walesa ?

N'est-ce pas ce Solidarnosc qui a alimenté, des années durant, la propagande idéologique de la bourgeoisie en Occident cherchant à redorer le blason particulièrement terni du syndicalisme dans les pays développés. Les ouvriers d'ici n'ont-ils pas été invités, tout au long des années 1980, à faire leur "l'héroïque combat pour la démocratie et contre la dictature" dont Solidarnosc était érigé en symbole ? N'est-ce pas encore ce syndicat, et son "pompier volant" Walesa, qui, pour mieux saboter et paralyser les luttes ouvrières en Pologne, s'est chargé tout au long de la période où il était officiellement illégal, de détourner la combativité ouvrière sur le terrain pourri du "changement démocratique" en les invitant à ne pas compromettre ce bel avenir par leurs grèves irresponsables. Rappelons-nous encore à quel point on nous a basiné sur l'événement "historique" que constituaient en 1989 la "table ronde" et les premières "élections libres" qui allaient propulser Solidarnosc à la tête du gouvernement polonais. A en croire les médias bourgeois, cela n'annonçait-il pas le début d'une nouvelle ère de prospérité et de liberté de l'autre côté du rideau de fer ?

N'était-elle pas "exemplaire" cette Pologne, ce pays "pionnier" dans la remise en cause du corset de fer stalinien, elle dont le "peuple" a été le premier, des années avant les autres, à avoir engagé la bataille pour la "démocratie", ce bien pa-

rait-il si précieux, dont les infortunés habitants de l'Est de l'Europe ont été privés durant plus de 40 années, tandis que les ouvriers d'Occident en jouissaient abondamment comme des nantis ?

Aujourd'hui, la sordide réalité de l'exemplaire Pologne se charge de faire un sort à tout ce fatras idéologique. Déjà l'"ouverture vers l'économie de marché" a réussi en deux ans à peine à condamner la classe ouvrière à des conditions d'existence encore plus effroyables que celles qui lui étaient imposées sous le joug stalinien, ce qui était en soi une gageure. Elle allait soi-disant apporter le redressement économique et la prospérité. Deux ans après, l'économie polonaise est en faillite totale : la production industrielle a chuté de 35% depuis 1989. Les exportations en direction de Moscou ont diminué de 90% et il est clair que le commerce avec l'Occident, malgré les discours officiels, ne compensera jamais cette perte, vu la faible compétitivité des marchandises polonaises sur un marché occidental lui-même en pleine dépression. Le nombre de chômeurs atteint déjà deux millions et il va au minimum doubler d'ici l'an prochain. Quant à l'inflation, grâce à la "thérapie de choc" des gouvernements successifs de Mazowiecki et Bielecki, elle est redescendue de 639% en 89 à 250% en 90 et seulement... 70% cette année ! Pour obtenir ce "magnifique" résultat, ces gouvernements "démocratiques" ont imposé aux prolétaires polonais une plongée dans la misère absolue : tous les salaires gelés face à des prix qui continuent de grimper à vitesse grand V, les pensions des retraités ne sont plus payées, les entreprises ferment les unes après les autres, jetant des dizaines de milliers d'ouvriers sur le pavé sans aucun moyen de survie. Quant à la "décommunisation", c'est-à-dire la mythique privatisation des entreprises grâce à laquelle tout cela ne serait soi-disant que des difficultés temporaires, elle s'avère des plus illusoire, vu la désuétude et la faible compétitivité de l'industrie polonaise. Son unique résultat a été une série de scandales financiers et l'enrichissement de quelques hommes d'affaires véreux dans de juteuses opérations spéculatives, sans donner lieu à de réels investissements productifs.

Et bien sûr, on veut nous faire croire que tout cela serait

le prix à payer pour mériter la belle démocratie toute neuve qui règne désormais à Varsovie. Là encore, les récentes élections nous donnent une idée édifiante de ce que vaut ce grand mensonge démocratique derrière lequel s'abrite la dictature de la classe capitaliste. On a assisté au spectacle d'un gigantesque panier de crabes, révélateur de l'état de décomposition de la bourgeoisie elle-même, dans lequel l'"héroïque" Solidarnosc, désormais divisé en une dizaine de courants rivaux, se livre à un combat des chefs digne de la vieille classe politique pourrie telle qu'on la connaît si bien en Occident. Censées balayer les restes du régime stalinien, elles ont finalement fait la part belle aux partis issus de l'ex-POUP de Jaruzelski qui apparaissent presque, avec 20% des suffrages, comme le groupe le plus cohérent au milieu d'un éventail politique complètement éparpillé et incapable de trouver un terrain d'entente sur la politique à mener (au sein duquel le tout nouveau "parti des buveurs de bières" a obtenu pas moins de 16 députés !). Sans compter les quelque 60% d'abstentions qui donnent la mesure de la désillusion des polonais vis-à-vis de "leur jeune démocratie" (même si malheureusement les illusions sur "le modèle occidental" continuent de peser lourd sur les consciences ouvrières).

En vérité, aucun des quelque vingt partis représentés dans le nouveau parlement et qui se déchirent sur la question de savoir à quel rythme continuer les "réformes", n'a un réel programme de gouvernement. Pas étonnant que Walesa ait fini par proposer... de cumuler les mandats de président et de premier ministre et de demander à ce parlement tout neuf, issu des "élections les plus libres qu'aient connues la Pologne depuis 40 ans", de lui laisser les pleins pouvoirs pendant deux ans ! Comme dit ce gros porc dans une interview à News-Week : *"Il n'y a pas de place pour la démocratie quand on conduit un autocar. Imaginez-vous un bus où tous les passagers veulent prendre le volant. Au premier platane, c'est la fin."*

Les ouvriers qui ont encore des illusions sur la démocratie et qui se laissent impressionner par le bavardage assénés en son nom par la propagande bourgeoise n'ont qu'à regarder ce qui se passe en Pologne.

MONTAND :

"J'étais con et dangereux"

■ La première page dans tous les quotidiens et hebdomadaires, des journaux télévisés entièrement consacrés à l'événement, le témoignage de multiples "personnalités" : une nouvelle guerre du Golfe ? la construction d'un nouveau mur de Berlin ? un Tchernobyl à la puissance dix ? Non, la mort d'Yves Montand.

C'est vrai qu'il avait bien interprété Prévert et les chansons de la Commune. C'est vrai aussi qu'adolescent, il avait souffert dans sa chair de l'exploitation capitaliste. Mais ce n'est pas pour cela, même si ils en ont parlé, que les médias l'ont encensé avec un tel tapage. Celui qui fait une telle unanimité dans la presse, qui bénéficie des éloges de tous les secteurs de la classe politique, dont le cerucel est suivi par Jack Lang, Catherine Deneuve, Alain Delon, Roland Leroy, Jorge Semprun et l'ineffable Kouchner, ne pouvait être foncièrement... qu'un ennemi de la classe ouvrière. Et c'est bien à ce titre qu'il a reçu l'hommage unanime de tous les secteurs de la bourgeoisie.

Dans les tombereaux d'éloges déversés autour de son cadavre, quelques mots reviennent comme une litanie : courage, révolte, sens de l'humain, liberté d'esprit, sincérité... C'est vrai qu'il avait eu le courage d'être "compagnon de route" du PCF lorsque ce parti recueillait 25 % des voix aux élections et qu'il était de bon ton, dans l'intelligentsia, de s'en déclarer proche. Oui, il s'était révolté en faisant un petit sketch à Krouchev et à ses acolytes qui l'avaient invité à dîner. C'était en décembre 1956 et les cadavres des milliers d'ouvriers hongrois massacrés par les tanks soviétiques étaient à peine enterrés : il fallait bien qu'il se convainque d'être un "esprit libre". C'est vrai que, plus tard, il avait fait preuve de sincérité en déclarant qu'il avait été "con et dangereux" en apportant son soutien au stalinisme. Et si, en 1956, il était déjà "sincère", il fallait qu'il soit vraiment con pour ne pas comprendre que la nomenklatura "socialiste" ne se distinguait en rien de la bourgeoisie qu'il prétendait combattre en France : les privilèges de ses hôtes, que ces derniers lui faisaient partager, ne pouvaient provenir que de l'exploitation féroce de la classe ouvrière.

Puis le vent a tourné. Après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars des pays "frères", en août 1968, les "intelligents de gauche", qui avaient vibré au "socialisme à visage humain" concocté par Dubcek, se sont convaincus qu'il n'était plus "in" de s'acoquiner avec le PCF. Alors Montand, une nouvelle fois, a fait preuve de "courage" : il a coupé les ponts avec ce dernier. Ce faisant, il a illustré la chanson de Brel : "Les bourgeois, c'est comme les cochons, plus ça devient vieux, plus ça devient con." Car il a donné, à partir de ce moment-là, toute la mesure de ses "formidables qualités".

En effet, c'est bien sa "liberté d'esprit", son "sentiment de révolte", qui lui ont dicté, comme à beaucoup de stalinien, défrôqués, de cracher sur toute idée de révolution du prolétariat, sur la nécessité même pour les ouvriers de défendre leurs intérêts de classe. C'était l'époque où, avec le torchon "Libération", il animait à la télévision les émissions "Vive la crise" et "La Guerre en face", qui appelaient les ouvriers à se serrer la ceinture et à se préparer au sacrifice de leur vie pour le grand bien de l'Occident "démocratique et libéral". Il lui fallait un "courage" admirable, un "sens de l'humain" exacerbé pour se faire le porte-parole de Marie-France Garraud sonnant le tocsin face au "danger de l'Empire du mal" et soutenir la politique reaganienne d'armement intensif. Et comme si ses déclarations n'avaient pas été suffisantes pour exprimer son mépris, sincère, des prolétaires, il se permettait de les insulter encore plus en se faisant payer, avec "courage", il va de soi, 800 000 F (dix ans de salaire d'un ouvrier !) pour venir dire à la télévision... qu'il ne se présenterait pas aux élections présidentielles de 1988. C'est vrai qu'il avait de gros besoins d'argent pour pouvoir le claquer au poker en compagnie de personnages comme le baron Empain, ancien dirigeant d'un empire industriel.

Voilà le type de héros que nous propose d'aduler la bourgeoisie : bon serviteur du stalinisme lorsque ce dernier était l'instrument le plus efficace d'encadrement de la classe ouvrière, porte-parole des "droits de l'homme" ("On ne dira jamais assez comme il était gentil", déclare Christine Ockrent) et du militarisme, défenseur zélé de la "démocratie libérale" et du fric lorsqu'il s'agit d'enterrer, avec le stalinisme, toute idée de révolution communiste. Avec sa "grande gueule" et sa "liberté d'esprit", avec aussi la notoriété que lui avait apportée son talent de saltimbanque, Montand a marché dans toutes les campagnes bourgeoises destinées à éloigner les ouvriers de leur terrain de classe. Pour cela, comme le Corne d'Auroch de la chanson de Brassens, il méritait des funérailles nationales. Dommage que Mitterrand se les réserve pour lui seul.

François

APPEL A LA SOUSCRIPTION

La participation à la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimale de 50 F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "RI" ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS :

La Garenne Colombes : 200 F

Grenoble : 1000 F

Lille : Réunion publique du 26.10.91 : J : 50 F ; Y : 100 F ;

G : 20 F ; S : 20 F ; SK : 18 F ; MCA : 50 F ; L : 20 F ;

Isa : 20 F ; Gaston : 16 F ; Stanley : 15 F.

Nantes : Réunion publique du 19.10.91 : DC : 200 F ;

A.L. : 200 F ; JC/Ev : 200 F ; H : 450 F ; GP : 300 F ;

GM : 50 F.

Rouen : D : 250 F

Toulouse : Réunion publique du 25.10.91 : Ch : 100 F ;

F : 194 F ; J : 60 F.

Tours : Réunion publique du 26.10.91 : Bacalao : 50 F ;

BR : 50 F ; NR : 20 F ; CN : 50 F ; JJ : 50 F.

TOTAL : 3753 F.

ENCORE ET TOUJOURS PLUS DE MISERE
POUR LES OUVRIERS

■ "Il faut lutter contre la sinistrose ambiante. Nous menons une politique économique sage. Je persiste à croire qu'elle est bonne et qu'il faut la continuer." Voilà le diagnostic que cette canaille de Mitterrand porte sur nos conditions de vie.

Quel cynisme ! C'est dans tous les aspects de la vie quotidienne que nos conditions d'existence ne cessent de se dégrader. Ça fait déjà longtemps que nos salaires baissent et que les maigres augmentations de salaires, quand elles existent, sont largement en dessous du coût de la vie. Cela ne suffisant plus, on nous ponctionne de plus en plus souvent sous la forme de prélèvements obligatoires sur la feuille de salaire. Un coup, c'est pour la Sécurité Sociale, alors que la liste des médicaments non remboursables s'allonge et que l'accès aux soins n'est encore possible, pour bénéficier d'un remboursement total, que si l'on a souscrit à une mutuelle complémentaire. Puis ce sont les retraites et les retraites complémentaires devenues obligatoires dans beaucoup de secteurs, et on nous annonce qu'au printemps 92 il va falloir songer à se constituer un capital retraite sous la forme d'assurance-vie. Quant aux Assedic, c'est au nom de la "solidarité" avec les chômeurs que le déficit de l'Unedic pour 1992 de 19 milliards va se traduire de nouveau par un racket sur tous les revenus, et ceux d'entre nous qui sont au chômage vont subir une nouvelle baisse de leur indemnité ; de plus, les contrôles sur les recherches d'emploi qu'ils effectuent vont s'intensifier. Après nous avoir dit, en 1989, qu'un quart de la population était endetté, l'INSEE nous révèle aujourd'hui que "29 % des salaires sont nécessaires pour pouvoir se loger face à la hausse des prix de l'immobilier, les loyers élevés et les crédits chers". C'est tous les jours qu'on nous annonce que des milliers de salariés sont licenciés dans le privé comme dans le public et que le plus gros des licenciements dans les grosses concentrations, les secteurs soi-disant performants, est devant nous. 28 000 chez Renault sur 68 000 dans les sept ans à venir, 8500 personnes chez Bull, 4200 à Thomson, 1900 pour Philips France, 6700 d'ici 1994 pour Usinor Sacilor, 1000 dans Rhône Poulenc Chimie, etc.

C'est une véritable explosion du chômage qui en train de se développer. La bataille des chiffres fait rage parmi les crapules qui nous gouvernent. Mais tout le monde sait qu'aux trois millions de chômeurs officiels, il faut ajouter ceux qui ne sont pas inscrits aux ANPE, les centaines de milliers de stagiaires, les 400 000 personnes qui survivent avec le RMI, et les 400 000 chômeurs marginalisés qu'on appelle les sans-abri... Quant à ceux d'entre nous qui ont encore un boulot, c'est au nom de la flexibilité de l'emploi et de la nécessaire productivité que le chômage déguisé se développe, sous la forme de périodes de chômage technique de plus en plus nombreuses et dans de plus en plus de secteurs. Plus la situation économique s'aggrave, plus le gouvernement nous raconte des salades, des mensonges, et celui qui préside au

nouveau plan emploi est de taille : "Il faut la priorité à la lutte pour l'emploi plutôt qu'aux hausses de salaires. On doit faire en sorte que le demandeur d'emploi soit un véritable chercheur d'emploi" (Martine Aubry, la nouvelle battante, ministre du Travail). Résultat : suppression des allocations d'insertion pour les jeunes demandeurs d'emploi (40 000 jeunes), suppression des allocations versées aux femmes isolées (13 000 personnes), réforme progressive de la formation professionnelle, c'est-à-dire fermeture de centaines de centres de formation, milliers de licenciements à la clé et généralisation des petits boulots. Cela revient à officialiser que soient payés en dessous du SMIC de plus en plus de jeunes, sous couvert de réduction de charges sociales pour les employeurs. L'objectif est clair, il faut faire baisser les statistiques du chômage à l'heure où des milliers de licenciements sont en cours (chaque chômeur qui travaille - ne serait-ce qu'une heure par semaine - n'est pas considéré demandeur d'emploi par l'organisme officiel des statistiques, le Bureau International du Travail). Le traitement social du chômage coûte trop cher, l'heure est à la rigueur ! Mais la pilule est dure à avaler car, pour la plupart d'entre nous dont les enfants sont au chômage, quand ce n'est pas la famille entière, on nous accuse d'avoir abusé des mesures de l'Etat. Certains auraient même utilisé plusieurs mesures successives au lieu de rechercher du travail ! Après avoir fait des TUC, des CES, des stages de réinsertion, de redynamisation, de préparation à l'emploi ou du crédit formation individualisé, tous rémunérés entre 2 000 et 3 000 francs et entrecoupés de missions en intérim, ou de petits boulots proposés souvent par des associations d'anciens chômeurs, on nous propose la même chose mais sans rémunération, en cherchant à nous culpabiliser sur le fait de ne pas trouver l'introuvable emploi.

On peut faire confiance à Mitterrand et à ses ministres ! L'aggravation de nos conditions de vie va continuer à se développer. La gestion des gangsters qui nous gouvernent, comme celle de leurs prédécesseurs et de leurs successeurs de gauche comme de droite, c'est la gestion de leur système en crise. Ce que nous subissons aujourd'hui, c'est bien la manifestation de la faillite du système capitaliste de plus en plus incapable de répondre aux besoins élémentaires de la société. Ce que nous subissons ici, au nom de la compétitivité internationale, pour la défense de l'économie nationale, les prolétaires d'Allemagne, d'Italie, d'Angleterre, des USA..., subissent la même chose, la même crise, les mêmes attaques, la même misère. Plus la faillite de l'économie capitaliste mondiale apparaît au grand jour, plus nos gouvernements vont nous demander de faire des sacrifices. La perspective catastrophique de misère et de barbarie qu'ils nous préparent doit nous amener à leur opposer partout notre propre perspective de classe.

DDT

Transfusions sanguines
C'EST LE CAPITALISME QUI PROPAGE LE SIDA

■ Plusieurs centaines de morts, des milliers de malades contaminés et très certainement condamnés, plus de la moitié des hémophiles victimes de transfusions de sang infesté par le virus du SIDA au cours de l'été 1985... Ce bilan catastrophique révélé récemment par le scandale des transfusions sanguines a fait pendant plusieurs semaines la une de l'actualité.

Pendant tout ce temps, chacun a pu suivre jour après jour le feuilleton largement médiatisé de cette sinistre affaire où, d'épisode en épisode, on nous a tenus en haleine, comme dans un thriller, pour nous faire participer à la découverte du "vrai coupable". Finalement, le verdict est tombé : on a arrêté quatre gros bonnets du business de la médecine, mis au ban des accusés le Centre National de Transfusion Sanguine, qui perdra le monopole du marché des produits sanguins. Enfin, avec la promesse du gouvernement de débloquer 4 milliards de francs pour indemniser les victimes, l'affaire sera classée. Et pour que le "juste" dénouement de cette histoire à suspense soit quelque peu crédible, les médias auront, certes, un peu éclaboussé au passage le gouvernement Fabius de l'époque, mais il ne fallait surtout pas la présenter comme une affaire d'Etat. C'est ainsi que toute la classe politique française s'est bien gardée de tirer à boulets rouges sur le gouvernement PS, comme en témoigne le consensus de tous les partis politiques à l'Assemblée Nationale, car il s'agissait avant tout pour ces hauts "responsables" de l'Etat bourgeois de mettre en avant leur indéfectible "solidarité nationale" (P. Lequiller, député UDF) face à ce "drame humain", car "il y va de la confiance que les Français ont dans leur système de santé, les hôpitaux et la transfusion sanguine." (N. Catala, députée RPR.)

Et ce n'est pas un hasard si l'on a vu, dans cette affaire, l'union sacrée des bourgeois de tous bords resserrant les rangs derrière le gouvernement. C'est justement parce qu'en tant que dignes représentants d'un système mercantile basé sur la concurrence et le profit, ils sont TOUS mouillés dans cette affaire, TOUS responsables de cette logique capitaliste meurtrière. Car c'est bien cette logique de l'économie capitaliste qui a conduit le gouvernement à retarder la mise en oeuvre du dépistage du virus du SIDA chez les donneurs de sang, estimant "hors de proportion" le coût de la prise en charge des tests par la Sécurité Sociale (alors que la transmission de l'épidémie par voie sanguine était connue depuis 1981). C'est encore cette logique de la concurrence capitaliste qui a amené ce même gouvernement à refuser jusqu'en 1987 d'homologuer le test américain de dépistage, pourtant plus fiable, pour permettre à l'Institut Pasteur de conquérir le marché français. Alors que les techniques d'inactivation du virus par chauffage étaient maîtrisées depuis octobre 1984, c'est toujours cette même logique assassine qui a poussé la classe dominante à inoculer délibérément aux hémophiles du sang contaminé non chauffé jusqu'en octobre 1985 tout simplement parce qu'il fallait... liquider les stocks ! Et c'est encore avec un cynisme sans nom que cette classe d'assassins affiche ainsi son mépris des vies humaines : "A l'époque, on a pris des décisions qui nous

paraissaient justes." (G. Dufoix, ex-ministre des Affaires sociales, à l'émission "7 sur 7" de TF1, le 3.11.91.)

En désignant comme boucs émissaires l'"abominable" docteur Garretta et ses complices, qui font figure de petits porte-lingues dans les différents gangs de la mafia capitaliste, toute la bourgeoisie française, relayée par ses médias, ne visait qu'un seul but : protéger et disculper le vrai responsable de milliers de meurtres prémédités, le système capitaliste. Un système en pleine putréfaction, dont les lois sont non seulement incapables d'apporter le moindre progrès à l'humanité, mais ne peuvent de plus que répandre partout la maladie et la mort.

Ainsi, dans le passé, lorsque le capitalisme était encore un système en pleine expansion, la recherche du profit, la concurrence mercantile, constituaient un stimulant qui avait permis à la classe bourgeoise de faire faire des bonds gigantesques à la recherche scientifique et de vaincre les épidémies. Aujourd'hui, après plus de soixante-dix ans de décadence, ce système, en s'enfonçant dans une crise chronique et sans issue, ne peut que contraindre la bourgeoisie à réduire toujours plus les budgets de la recherche médicale, livrant ainsi à la mort certaine des millions d'êtres humains victimes de maladies encore incurables (tel le cancer ou le sida) faute de moyens suffisants.

Mais les ravages que provoquent aujourd'hui ces maladies ne résultent pas seulement de l'impuissance du capitalisme décadent à soulager les souffrances humaines. Le fait que ce soit le système lui-même qui, aujourd'hui, provoque et dissémine les épidémies révèle encore le degré extrême de pourrissement atteint par ce mode de production à l'agonie. Un système qui est en train d'emporter dans sa propre décomposition un nombre croissant de vies humaines constitue de toute évidence une menace mortelle pour l'humanité. Le drame des transfusions de sang montre une fois encore que c'est bien le capitalisme qui est une véritable catastrophe pour l'espèce humaine. Ce système meurtrier, il nous faudra le détruire avant qu'il ne nous extermine tous.

Avril.

LISEZ
NOTRE
BROCHURE

Renault

AVEC LES SYNDICATS, LA DEFAITE OUVRIERE EST ASSUREE...

■ *"Je le dis sérieusement, si les mêmes choix persistent, si l'on veut imposer la politique qui frappe les salariés, les conflits sociaux vont se multiplier"*, déclarait Louis Viannet sur Europe 1 le 5 novembre, tout juste deux jours avant que la CGT ne fasse reprendre le travail aux grévistes de Renault-Cléon, écoeurés et démoralisés, après trois semaines de manoeuvres syndicales particulièrement répugnantes ! Voilà l'image que la bourgeoisie et ses syndicats veulent donner de la lutte de classe, afin de frapper la conscience ouvrière le plus fortement possible. Voilà quel est le véritable objectif des CGT, CFDT, FO et consorts, derrière leurs discours racleurs de "défenseurs" et d'"agitateurs" de la lutte : pousser les ouvriers à se battre, mais isolés les uns des autres, paquets par paquets, dans des luttes "dures et musclées", pour leur imposer des revers cuisants qui auront valeur d'exemple négatif pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Rarement on a vu la bourgeoisie faire autant de publicité sur la moindre grève, sur la moindre manifestation, créant l'illusion d'un climat social explosif où tous les secteurs seraient en lutte, massivement, plus combatifs que jamais. "Les infirmières sont toujours en colère", "les assistantes sociales durcissent leur mouvement", les sidérurgistes, les mineurs, les électroniciens du ciel, le personnel des transports aériens, les agents de la SNCF, de la RATP, les dockers, jusqu'aux professions libérales de la Santé, les paysans, les policiers, les matons, etc. : depuis octobre, c'est un déferlement de "mouvements" qui est mis en avant, médiatisé au maximum, dans une orchestration parfaite où gouvernement, syndicats - CGT à l'avant-garde - et coordinations travaillent à noyer toutes les questions et à déboussoler les ouvriers (voir "RI" n° 206).

LA GREVE A RENAULT-CLEON : UN PIEGE POUR TOUS LES OUVRIERS

La "lutte" des infirmières en octobre a été le premier moment important de cette manoeuvre, montée en épingle à grands renforts de médias pour "chauffer" l'ambiance ; en revanche, le mauvais coup de la grève de Renault-Cléon, s'il participe de la continuité de la même manoeuvre, a eu plus spécifiquement pour but de chercher à démoraliser et affaiblir l'ensemble de la classe ouvrière.

Ainsi, durant trois semaines, du 17 octobre au 7 novembre, la CGT - épaulée d'un côté par les trotskistes de LO et la LCR, de l'autre par la CFDT - a poussé les ouvriers de Cléon à s'enliser dans une grève où tout était joué d'avance. Dans un partage des tâches sans faille avec la direction et le gouvernement, ces saboteurs ont mis en place leurs pires magouilles anti-ouvrières pendant que la presse et la télé nous gavaient, comme jamais, d'informations sur le déroulement de la grève.

Après toute une série de débrayages provoqués dans certains ateliers bien choisis et isolés les uns des autres, la CGT, encore bien implantée dans l'usine et s'appuyant sur un mécontentement réel qu'elle poussait en "accentuant la pression" (comme disent les syndicalistes), réussissait à entraîner une minorité d'ouvriers dans une de ces grèves "dures" et enfermées sur elles-mêmes dont elle a le secret.

...AVEC LES TROTSKISTES AUSSI !

■ Non, les ouvriers de Renault-Cléon n'ont pas mené une grève "exemplaire", contrairement à ce qu'en disent les journaux trotskistes "Rouge" et "Lutte Ouvrière". Ils sont en réalité tombés dans le piège que leur tendait la bourgeoisie (voir article ci-dessus). De la douloureuse défaite qu'ils ont subie, les gens de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), de Lutte Ouvrière (LO) et autres Parti Communiste Internationaliste (lambertistes) sont, après les syndicats, les premiers responsables.

Alors que le déclenchement du conflit à Cléon relevait clairement d'une provocation de la direction Renault pour entraîner les ouvriers dans une lutte prématurée promise à une inévitable défaite, "Rouge" les invitait à "relevier le défi". Pour mieux les précipiter dans le guet-apens, la LCR et LO, du 17 octobre au 1er novembre, ont multiplié les flatteries envers les grévistes de l'usine normande : *"Les salariés de Renault sont, une nouvelle fois, aux avant-postes de la mobilisation ouvrière"* ("Rouge", 24 octobre). *"La grève des Renault-Cléon tient en échec la direction du groupe"* ("LO", 1er novembre). *"Les ouvriers de Cléon sont en grève depuis plus de deux semaines (...). Leur grève est exemplaire" (...). Leur détermination est totale* ("Rouge", 31 octobre). *"Les tentatives d'intimidation de la direction n'ont pas entamé leur détermination. On peut même dire que, jusqu'à présent, elles l'ont plutôt renforcée"* ("LO", 1er novembre).

Puis, lorsque les manoeuvres conjointes de la direction et des syndicats (CGT surtout) pour isoler les grévistes des non-grévistes de Cléon eurent commencé, au début de novembre, à produire leurs effets, les trotskistes, au sein des syndicats ou depuis les portes des usines, apportèrent leur contribution à l'éreintement et au pourrissement de la lutte en proposant et en amplifiant les mots d'ordre de grève jusqu'au-boutistes suicidaires : *"Il faut tenir, tenir, tenir..."* ("Rouge", 7 novembre). Plus l'étiollement de la grève se révélait manifeste et plus la LCR comme LO soufflaient sur les braises : *"Les Renault sont debout (...). (La direction) espère que l'intervention policière obligera tout le monde à reprendre le travail... Peine perdue. Contrairement à ce qu'ont dit les médias, seule une minorité des salariés reprend le travail..."* ("Rouge", 7 novembre). Quand devint évident que la lutte se délitait, que les grévistes de Cléon étaient archiminoritaires et parvenus au bout du rouleau, "Lutte Ouvrière" (8 novembre) écrivait : *"(...). On peut voir aujourd'hui que la grève est unanime"*, et "Rouge" (7 novembre), de son côté : *"La fraternité entre les ouvriers impressionne"*.

Ainsi, du début à la fin du conflit, les trotskistes ont activement travaillé étape après étape à refermer sur les ouvriers le piège tramé par le patronat Renault et les syndicats. C'est après que les manoeuvres de ces derniers eurent atteint leur total objectif que "Lutte Ouvrière", dans un article de bilan de la grève paru le 19 novembre, parle de "lâchage" des directions de la CGT et de la CFDT, crie presque au sabotage,

Immédiatement, elle s'empressait d'isoler les grévistes de Renault-Cléon des non-grévistes de l'usine elle-même mais surtout, encore mieux, de les mettre en opposition avec l'ensemble des ouvriers de Renault, en bloquant la production des autres sites. Ce que les syndicats présenteront comme le nec plus ultra de cette grève, prétendument pour "battre la direction" en lui imposant l'arrêt de la production, aura été en fait le moyen principal pour mener à bien leur sale besogne; en arrêtant la production de toutes les usines après avoir judicieusement choisi l'usine qui pouvait le leur permettre, les syndicats mettaient tout de suite en chômage technique tous les ouvriers de Cléon et de partout ailleurs chez Renault. Ainsi, ils les réduisaient à subir, impuissants, une grève dont ils ne pouvaient aucunement se sentir solidaires, d'autant moins qu'ils étaient sous la menace de ne pas être payés ! Derrière ses appels hypocrites et sournois à "étendre" la lutte aux autres sites, la CGT faisait en fait de son mieux pour empêcher toute solidarité et au contraire pousser à une opposition d'intérêts entre les ouvriers, pendant que la direction répétait sans répit à la cantonade que cette grève allait accélérer les licenciements et même en provoquer un grand nombre, que chaque ouvrier serait de toute façon contraint de faire des heures supplémentaires le samedi pour rattraper les retards de production !

Maître d'oeuvre de toute cette magouille, la CGT se permettait de clamer que les ouvriers de Cléon étaient *"porteurs des revendications des 70 000 salariés de Renault"* ! Rien que ça ! Après les avoir isolés et quasiment mis en situation d'être montrés du doigt par leurs camarades de travail réduits au chômage et à l'impuissance ! Un comble, elle se payait le luxe de répéter que *"les tentatives de la direction d'amener les salariés des autres usines à condamner l'attitude de ceux de Cléon n'ont pas donné de résultats"*. Forcément, puisque c'est elle qui s'est chargée de forger la division et d'amener cette condamnation dans la tête des ouvriers, sciemment et délibérément.

Pour mieux être sûres d'isoler les grévistes de l'usine de Cléon - qui emploie un grand nombre d'intérimaires - des non-grévistes et afin de mieux laisser l'ensemble des ouvriers de Renault dans l'expectative et l'inquiétude, la CGT et la CFDT mettaient de plus en avant essentiellement des revendications salariales, même légitimes, alors que la Régie prévoit de licencier 40 % de ses effectifs dans les années à venir et que c'est cette question qui intéresse au premier chef les ouvriers.

UNE MANOEUVRE PREPAREE PAR TOUTES LES FORCES DE LA BOURGEOISIE

Après avoir ainsi préparé le terrain de l'opposition entre les grévistes de Cléon et tous les autres, il ne restait plus aux syndicats qu'à parachever leur sale besogne sur le théâtre même de leurs exactions. Usant de ce radicalisme musclé et crétinisé qu'elle veut faire passer pour une caractéristique ouvrière de combativité, la CGT, s'appuyant plus qu'à l'accoutumée sur ses troupes trotskistes, bloquaient les portes de l'usine, empêchant hommes et matériel de passer, menaçant même à plusieurs occasions de casser la gueule à des

ouvriers non grévistes. Elle concentrait l'activité des grévistes dans une série d'actions commandos sans perspective autre que d'empêcher la direction de réinvestir l'usine, c'est-à-dire en fait en enfermant encore plus les ouvriers dans l'impasse de la défense de l'usine, les isolant d'autant plus des autres salariés : *"Nous tenons la direction en respect !"*, se vantait alors la CGT. Rien du tout. L'un et l'autre ont travaillé main dans la main avec le gouvernement, comme lorsque celui-ci refusait le 28 octobre d'envoyer la police, sur les instances de la Régie, *"pour éviter, osa-t-on prétendre, de réitérer la réplique musclée contre les infirmières"*, en fait pour laisser tout le temps à la CGT de mettre en place son piège et de pousser au maximum les ouvriers dans l'épuisement.

Et lorsque les flics interviennent, au bout de trois semaines, ce sont des ouvriers déboussolés, épuisés par des actions stériles et par le matraquage des discours syndicalistes, que la CGT incite à ne pas faire de "provocations" et à ouvrir sagement les portes, elle qui n'avait pas cessé de les inciter à faire tout le contraire.

Enfin, pour enfoncer plus loin le clou d'une défaite honteuse, elle déjugera le vote du 7 novembre contre la reprise du travail, sous le prétexte que les votants étaient en minorité... dans l'usine, alors que la grève se trouvait dès le début largement minoritaire puisque moins d'un tiers des effectifs y participait !

C'est avec le plus grand dépit et écoeurés que les grévistes ont repris le travail, la rage au ventre; mais la manoeuvre, préparée et concoctée par toutes les forces de la bourgeoisie, a réussi. Elle ne visait pas seulement les travailleurs de Cléon ni même ceux de Renault, mais l'ensemble de la classe ouvrière en France. Si la bourgeoisie a choisi d'organiser cette défaite à Renault, un des symboles les plus significatifs de la classe et de la lutte ouvrières, c'est afin qu'elle serve d'exemple pour tous les ouvriers, dans le but de les toucher tous plus sûrement et de tenter de leur assener un coup d'autant plus efficace au moral.

Aujourd'hui, la classe ouvrière n'a pas les moyens de riposter efficacement aux attaques que le gouvernement et le patronat lui assènent, ni de leur imposer un quelconque rapport des forces en sa faveur, parce qu'elle est encore sous le choc des bouleversements profonds qui secouent le monde depuis deux ans et des campagnes idéologiques brutales de la bourgeoisie. C'est pour cela que celle-ci, et en premier lieu grâce à ses syndicats, fait le forcing pour affaiblir sa conscience et son expérience acquises depuis vingt ans en s'efforçant de la lancer dans des luttes prématurées, perdues d'avance, isolées ou diluées dans d'autres catégories sociales.

Une fois de plus, les syndicats ont montré toute l'envergure de leur rôle bourgeois et l'étendue de leurs capacités anti-ouvrières. Il faudra que les ouvriers s'en souviennent et ne se laissent pas bernier lorsqu'ils reprendront le chemin du combat pour défendre leurs véritables intérêts et que les syndicats changeront leurs discours en tentant de faire peau neuve pour mieux les détourner de leur terrain de classe.

PPR

Quelques librairies où l'on peut trouver la presse du CCI

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste-Catherine
BREST : "Maison de la Presse", 64, rue Jean-Jaurès
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvère", 3, rue de l'Ente
Librairie Jean Rome, 1, rue des Gras
Maison de la Presse, place de Jaude
DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34, rue Poincaré
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
Maison de la Presse, place de La Trémouille
LE HAVRE : "Presse des Halles", 27, place des Halles-Centrales
LILLE : "Galerie", 57, rue de Béthune
Café-restaurant "Le Rainbow", 17, rue du Mal-de-Lattre-de-Tassigny (place de Strasbourg)
LYON : "La Gryphe", 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)
"La Proue", 15 rue Childebert (2^e)
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 35, rue Pavillon (1^{er})
"Le Temps de Vivre", 54, la Canebière (1^{er})
Maison de la Presse, 1, chemin de la Gavotte (15^e)
Maison de la Presse, rue Lamartine, (Martignes)
Maison de la Presse, quai de Stalingrad, (La Ciotat)
MELUN : "La Porte Ouverte", 19, rue du Gal-de-Gaulle
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
NANTES : "Vent d'Ouest", 5, pl. du Bon-Pasteur
Tabacs, Presse", 9, rue de Budapest
"Lanoë", 2, rue de Verdun
Librairie des Boulevards", 20, bd des Anglais
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame-de-la-Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia (14^e)
"Parallèles", 47, rue St-Honoré (1^{er})
"FNAC" Forum des Halles (1^{er})
"L'Harmattan Europe", 21 bis, rue des Ecoles (5^e)
"La Boulangerie", 67, rue de Bagneux (Montrouge)
SAINT-NAZAIRE : "Le Temps de Vivre", 71, rue Jean-Jaurès
TOULON : Hall de Presse, bd Mal-Leclerc
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60, rue Bayard
"FNAC", 1 bis, place Occitane
"Les Arcades", place du Capitole
TOURS : "Le Livre d'occasion", 107, rue Colbert

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous sommes répertoriés sous le numéro ISSN 0336 464 X.

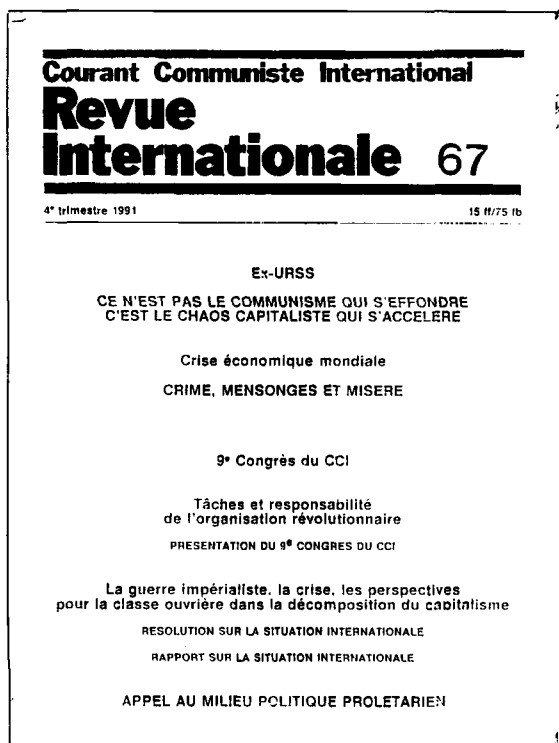
Alix

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

Lisez la presse du CCI



REUNION PUBLIQUE DU CCI EN ALLEMAGNE

Quelle est la réalité du racisme et de la xénophobie en Allemagne ? Quelle doit être l'attitude de la classe ouvrière et des révolutionnaires ? Telles furent les principales questions abordées lors de notre dernière réunion publique tenue début novembre à Cologne.

■ Plus que dans tout autre pays d'Europe occidentale, en Allemagne, la classe ouvrière se trouve violemment confrontée aux idéologies racistes-xénophobes et aux non moins dangereuses propagandes réclamant un capitalisme "antiraciste" et "antixénophobe" : aux coups de force contre les travailleurs étrangers ou les réfugiés de l'Est, menés par des groupes de nazillons, souvent manipulés par l'Etat (1), répond une incessante campagne médiatique (2) clamant la nécessité d'un capitalisme allemand sans déchirements internes.

Le thème de notre réunion publique s'imposait de lui-même. L'importance de l'assistance (des camarades de plusieurs villes plus ou moins éloignées se sont déplacés pour y assister) ainsi que la richesse et la qualité des débats en ont fait un petit mais réel et fécond moment du combat révolutionnaire. Ce fut une manifestation de ce processus qui voit aujourd'hui se dégager, au sein de la classe ouvrière, une minorité d'éléments, des "jeunes" pour une bonne part, qui réfléchissent et qui, refusant la résignation et le désespoir nihiliste ambiant, cherchent à retrouver la cohérence de la conscience de classe révolutionnaire.

Nous ne pouvons rendre compte ici de tous les débats qui, dans l'ensemble, ont su resituer la question dans sa perspective mondiale et historique (spécificité du "problème de l'immigration" dans l'actuelle époque de décomposition capitaliste et les différences qualitatives avec l'époque historiquement ascendante du système où une nouvelle puissance comme les Etats-Unis pouvait se former grâce à l'afflux d'immigrés) (3). Mais nous voulons mettre en relief deux sujets abordés : les différences dans la façon dont vivent cette question les ouvriers des ex-Allemagne de l'Est et de l'Ouest, ainsi que les responsabilités qui en découlent pour ces derniers.

LES DIFFERENCES EST-OUEST

Pour reconstruire leur économie au cours des années 50 et 60, les capitalistes d'Allemagne de l'Ouest ont eu massivement recours à des travailleurs étrangers (turcs, yougoslaves, italiens, etc.) (3). Depuis des décennies, les prolétaires allemands de cette partie du pays ont ainsi partagé avec ces "étrangers" et leurs descendants, dans les usines, dans les chantiers, dans les lieux d'habitation leur condition d'exploités ainsi que la lutte quotidienne contre les patrons. Il en est allé tout autrement en Allemagne de l'Est. Ici, le capitalisme stalinien a aussi "importé de la main-d'oeuvre" (Vietnamiens, Cubains, Angolais, etc.) mais, premièrement, cela fut fait dans une incomparablement moindre mesure et, deuxièmement, les travailleurs "invités" ne l'étaient, généralement, que pour des périodes limitées et, surtout, ils se voyaient contraints de vivre quasiment isolés des travailleurs allemands, parqués dans des usines et des foyers spéciaux, pratiquement interdits de contact avec des travailleurs d'autres nationalités que la leur (4). Les prolétaires de cette Allemagne ne possèdent aucune expérience réelle du travail avec des ouvriers d'origines nationales différentes. Aujourd'hui, alors que l'"unification" tant désirée ne se concrétise pour eux que par l'explosion du chômage massif, aussi inconnu d'eux auparavant, et qu'ils assistent à l'arrivée quotidienne de milliers de "réfugiés" des autres pays de l'Est en pleine décomposition (polonais, roumains, yougoslaves...), eux aussi à la recherche d'un emploi, il est aisé pour la bourgeoisie de leur faire croire que, si le "paradis du capitalisme démocratique" n'est pas si beau qu'ils l'espéraient, c'est à cause du "problème des réfugiés".

Les débats de la réunion l'ont mis en évidence : l'"unification allemande" n'a malheureusement pas éliminé en quelques mois l'énorme écart des niveaux de conscience qui existent entre les prolétaires de l'Est et ceux de l'Ouest. C'est pourquoi la portée des poisons nationalistes, racistes et xénophobes n'est pas la même sur les prolétaires des deux parties de l'Allemagne. C'est pourquoi ceux de l'Ouest portent sur leurs épaules une responsabilité majeure pour ré-

pondre aux attaques idéologiques du capital, dans ce domaine comme dans tant d'autres.

LA RESPONSABILITE DES PROLETAIRES D'ALLEMAGNE DE L'OUEST

Si les travailleurs d'Allemagne occidentale se montrent moins (cela n'est évidemment pas absolu (5)) perméables que leurs frères de l'Est aux mensonges xénophobes et nationalistes, souvent, ils n'en sont pas moins déboussolés pour trouver la réponse au problème. Ils subissent de la part du gouvernement, tout comme de la part des partis de gauche, des syndicats et des gauchistes, une omniprésente propagande dont le fond idéologique est toujours le même : il faut lutter pour un capitalisme véritablement humain, capable d'intégrer les travailleurs immigrés, en particulier ceux d'Allemagne de l'Est.

Plusieurs interventions au cours de la réunion ont justement souligné pourquoi et comment le capitalisme était devenu définitivement incapable d'intégrer de nouveaux prolétaires à la production, quelle que soit leur appartenance nationale ou raciale. La seule perspective qu'il offre aujourd'hui est, au contraire, leur exclusion, le chômage massif dans TOUS les pays. Ceux qui sèment des illusions dans ce domaine, qu'ils le fassent par cynisme intéressé ou par candeur ignorante, se font les défenseurs de la monstrueuse machine sociale qui broie toujours plus l'humanité dans le chaos et la misère. La question des prolétaires immigrés ou "réfugiés" ne pourra être réglée qu'en résolvant les problèmes de tous les prolétaires du monde, c'est-à-dire par la destruction du capitalisme mondial et la révolution communiste dans tous les pays.

A la question de savoir que faire en attendant que les conditions d'un tel bouleversement final soient réunies, plusieurs interventions ont montré que c'est uniquement dans la lutte de classe, dans le combat contre les attaques quotidiennes et croissantes qui frappent tous les prolétaires, que peuvent s'affirmer l'unité et la fraternité entre les prolétaires de n'importe quelle origine.

Un camarade a rappelé la fameuse phrase d'un mineur de "race" blanche, lors d'une grève dans les mines de charbon aux Etats-Unis, à la fin des années 60, répondant à un journaliste qui lui posait la question de la nature des rapports entre ouvriers blancs et mineurs de race noire (6) : *"Dans la mine nous sommes tous noirs !"*

Contre les campagnes xénophobes et racistes, tout comme contre les propagandes "antiracistes", qui ne sont qu'une défense du mensonge de la possibilité d'un capitalisme "humain" ; contre ceux qui veulent diviser la classe ouvrière par races ou nationalités, comme contre ceux qui veulent la rattacher à la classe dominante par des chaînes "démocratiques", les prolétaires d'Allemagne, et ceux du monde entier, n'ont pas d'autre issue véritable que le combat de classe et son unification au niveau mondial.

Les prolétaires d'Allemagne de l'Ouest, de même que ceux des pays les plus industrialisés d'Europe occidentale, doivent, du fait de leur incomparable et unique expérience historique, assumer leur rôle d'avant-garde du prolétariat mondial. Telle est leur responsabilité cruciale aujourd'hui.

RV

- (1) Voir *"Allemagne : comment la bourgeoisie cherche à diviser et affaiblir la classe ouvrière"*, dans *"RI"* n° 206, novembre 1991.
- (2) Un des spots télévisuels les plus connus montre un drapeau allemand dont la bande rouge se répand progressivement comme du sang sur tout l'écran, pendant que des bruits de bagarre et des chants nazis montent lentement en musique de fond.
- (3) Sur cette question, voir *"Le prolétariat, une classe d'immigrés"*, dans le numéro de *"RI"* déjà cité.
- (4) C'est le même système qui était employé dans l'ensemble des pays de l'Est utilisant des prolétaires "invités" des *"pays socialistes moins industrialisés"*.
- (5) La bourgeoisie essaie en effet d'utiliser au mieux les disparités existant entre travailleurs de l'Est et de l'Ouest. Voir l'article déjà signalé en note 1.
- (6) A cette époque, les émeutes de la population noire se multipliaient dans les ghettos des grandes villes américaines.

REUNIONS PUBLIQUES

SUR LE THEME :

**Syndicats, coordinations, collectifs :
Des organes d'encadrement au service du capital**

LILLE :

Réunion publique le samedi 21 décembre à 14h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1er et 3e dimanches du mois de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le samedi 14 décembre à 15h à la MAJO, 2, impasse Métral, Villeurbanne (métro République).
Permanence le mercredi 15 janvier à 18h30 à la "Brasserie de l'Industrie", angle de l'avenue de Saxe et du cours Gambetta, Lyon 3e.
Vente de la presse au métro Bellecour (entrée côté place) chaque 2e mercredi du mois de 17h30 à 18h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le samedi 7 décembre à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h à la sortie métro Chartreux.
Permanence le jeudi 19 décembre de 18h à 19h à "L'Artistic-Bar", 4, cours Joseph-Thierry, Marseille 1er.

NANTES :

Réunion publique le samedi 14 décembre à 17h à la salle de la Fraternité, 3, rue Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence le jeudi 5 décembre à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande le samedi

14 décembre de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Permanence tous les samedis au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.

ROUEN :

Réunion publique le samedi 7 décembre à 14h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le jeudi 19 décembre à 21h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourgette, route de Seysses-Toulouse.
Permanence les vendredis 13 décembre et 3 janvier à 18h30. Rendez-vous brasserie "Saint-Exupéry", avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 8 décembre et 5 janvier au marché aux Légumes (près de la place Jeanne-d'Arc) de 11h30 à 12h30 et au marché aux Puces (place St-Sernin) de 11h à 12h.

TOURS :

Permanence le samedi 7 décembre à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Vente de la presse le vendredi 13 décembre de 10h30 à 11h30 au marché de la place St Paul-Sanitas.

PARTOUT EN EUROPE, UNE MEME OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE CONTRE LE PROLETARIAT

■ Ce n'est pas seulement en France mais un peu partout en Europe que toute la bourgeoisie veut donner l'image artificielle d'une large et intense agitation sociale en tendant les mêmes pièges qu'ici aux ouvriers. Au coeur de l'Europe occidentale : en Espagne, en Italie, aux Pays-Bas, se sont déroulées de gigantesques manifestations au cours de ces dernières semaines et rarement la mobilisation ouvrière a paru aussi forte. La réalité est malheureusement tout autre. En fait, dans tous ces "mouvements sociaux", c'est surtout la bourgeoisie qui s'est mobilisée pour attirer et noyer la classe ouvrière au milieu d'autres fractions non ouvrières de la population, au milieu d'un "mécontentement populaire". Dans tous les pays, elle affiche aujourd'hui clairement sa volonté de mettre les ouvriers "la tête sous l'eau" en provoquant des luttes où ceux-ci sont amenés à perdre leur identité de classe et sont poussés à se battre, non plus en tant qu'ouvriers (de tel ou tel secteur), mais pour la seule défense d'une catégorie professionnelle, d'une corporation, d'une entreprise, d'une région, ou au nom de la "démocratie". Elle cherche alors à gommer toute identité de classe dans leur tête et à leur faire perdre confiance en leurs forces. Plusieurs exemples illustrent cette manoeuvre.

ESPAGNE. Les syndicats (Commissions Ouvrières liées au PC et UGT proche du PSOE au gouvernement) ont reçu le soutien de la plupart des partis politiques d'"opposition" pour organiser le 23 octobre une grève générale dans les Asturies. Des dizaines de milliers de personnes ont défilé sous la banderole "Pour la défense des Asturies" et ont chanté le très nationaliste "Asturies, patrie chérie". Curieux résultat d'une mobilisation contre les projets de reconversion industrielle du gouvernement attaquant frontalement les forces vives de la classe ouvrière (6 000 mineurs vont être réduits de ce fait au chômage dans la région d'Oviedo sur les 18 000 qui demeurent employés par la compagnie d'Etat Hunosa, ainsi que 3 000 sidérurgistes autour de Gijon, dans le trust d'Etat Ensidesa). Avec les entreprises sous-traitantes, ce sont entre 40 000 et 60 000 emplois qui vont être supprimés (dans la région, le taux de chômage officiel dépasse déjà officiellement 16 % de la population active et le nombre de chômeurs devrait pratiquement doubler d'ici aux prochains mois).

Toute la région s'est ainsi retrouvée totalement paralysée en soutien d'une résolution du parlement provincial asturien demandant au gouvernement central de "*sauver les Asturies*" : commerçants, artisans, paysans, tous s'y sont associés, jusqu'aux curés, qui n'ont pas célébré la messe ce jour-là, et aux footballeurs, qui ont fait reporter d'un jour leur match de championnat. Forts de ce "succès", les syndicats ont prévu de renouveler l'opération, cette fois étendue à toutes les provinces du nord de l'Espagne, visant notamment à faire vibrer la corde nationaliste basque. Parallèlement, ils ont entrepris une série d'actions complémentaires similaires pour amener les ouvriers dans des combats à la fois interclassistes, régionalistes et catégoriels. A Jerez, il s'agissait de "sauver le secteur vinicole". Ceux de l'entreprise Agenor en Biscaye ont été de leur côté appelés à soutenir une autre motion (du parlement basque, évidemment !) pour cette fois "*sauver la rive gauche de la rivière de Bilbao*".

Dans l'entreprise La Seda, syndicats et gauchistes ont ainsi exhorté les ouvriers à exercer une pression pour que la Généralité Catalane (le parlement catalan) rachète 60 % des actions de l'usine menacée de faillite, sous l'illusoire prétexte qu'une nationalisation catalane sauverait des emplois ! Dans le même esprit nationaliste, une manifestation commune d'ouvriers de deux entreprises (La Maquinista et Meinfesa) était organisée devant l'ambassade de France contre l'"impérialisme sauvage" de la firme française Alsthom, qui doit les racheter prochainement.

ITALIE. Les trois centrales syndicales majeures du pays (la CGIL, appendice du PC, la CSIL, liée à la démocratie-chrétienne, et l'UIL, proche du PS) ont conjointement appelé à une grève générale le 22 octobre. Tous les services publics ont été paralysés pendant quatre heures : aucun train n'a fonctionné, les écoles et les ministères ont été fermés. De nombreuses manifestations ont eu lieu dans les grandes

villes : Milan (100 000 personnes), Turin, Rome, Gênes, Palerme... Là aussi, une attaque d'envergure contre tous les ouvriers était en jeu : la nouvelle loi de finances adoptée pour 1992 se propose de réduire le déficit budgétaire de façon draconienne, notamment par une limitation des hausses salariales dans le secteur public, mais aussi par une compression généralisée des dépenses de santé. Mais la mobilisation a été polarisée autour de deux aspects secondaires qui permettaient d'en faire un mouvement interclassiste. La grève est devenue une "lutte contre la privatisation" qui menacerait une partie du secteur public et surtout une large protestation contre une mesure gouvernementale d'amnistie fiscale envers les fraudeurs de l'impôt : l'Etat promettant d'abandonner les poursuites fiscales si 25% des sommes dues étaient payées. Non content de faire payer aux ouvriers la note pour cette attaque, le gouvernement les conviaient encore, sans recours, à lutter sur le terrain de la "justice", de l'"équité", de la "légalité" et à prendre part à la querelle entre fractions bourgeoises sur la "gestion démocratique".

Pour faire bonne mesure, la bourgeoisie est allée plus loin pour prendre un maximum d'ouvriers dans les mailles du filet : étant donné le niveau bien connu de méfiance et de discrédit des appareils syndicaux dans le pays, ce sont les COBAS (comités de base), animateurs d'un "syndicalisme de base", qui sont entrés dans la danse deux jours après en organisant des manifestations similaires sur le même terrain et avec les mêmes mots d'ordre, en ajoutant seulement leurs petites touches personnelles (une division catégorielle plus efficace et la mention des directions syndicales parmi les "*traîtres à la démocratie*").

Et tout en dévoyant les ouvriers dans de telles impasses, la bourgeoisie italienne prépare activement d'autres attaques : nouveau plan de licenciements massifs dans la sidérurgie, multiplication des mises en chômage technique chez Fiat (45 000 ouvriers concernés fin novembre, 13 000 de plus en décembre) alors même qu'elle organise une campagne visant à remettre en cause la "cassa integrazione" (indemnisation du chômage partiel) et qu'a déjà été négociée la mise en pré-retraite de 3300 salariés du groupe d'ici à la fin de l'année.

PAYS-BAS. Les trois principaux syndicats ("socialistes", "chrétiens" et cadres) ont organisé des manifestations "unitaires", le 17 septembre (près d'un million de personnes y ont participé) et le 5 octobre où la mobilisation a été encore plus gigantesque (250 000 manifestants à Amsterdam), en exploitant la colère générale face aux mesures du budget 1992 adoptées par le gouvernement de coalition des chrétiens-démocrates et des sociaux-démocrates. Au coeur de l'attaque, le gel des indemnités relatives de l'incapacité de travail qui permettaient jusqu'ici à 900 000 Néerlandais de toucher encore l'équivalent d'un salaire et à éviter à une bonne partie d'entre eux de devenir directement des chômeurs. Héritage "social" du "Welfare State", cette indemnisation - jugée trop "laxiste" par le gouvernement - va non seulement être fortement diminuée mais encore limitée en durée.

Autour de cette mesure, la bourgeoisie a lancé une énorme campagne sur le thème propre à des mobilisations interclassistes, de la "*défense des acquis sociaux de la démocratie néerlandaise*", n'hésitant pas accessoirement à prétendre "*qu'il fallait sauver le caractère socialiste du gouvernement socialiste*".

La classe dominante profite ainsi de l'affaiblissement momentané et du désarroi des ouvriers, liés à l'odieuse campagne internationale d'intoxication idéologique sur la pseudo-faillite du marxisme et du communisme, pour accentuer le débousolement général des ouvriers dans les pays centraux du capitalisme où la classe ouvrière est la plus forte et la plus concentrée. Elle cherche à engager le prolétariat dans des combats pour lesquels il n'est pas prêt et à l'entraîner vers des défaites assurées. Cela lui permet de faire passer un maximum de mesures anti-ouvrières et, surtout, de préparer le terrain pour des attaques encore plus violentes dans les prochains mois.

YD

Le stalinisme a été engendré par la contre-revolution bourgeoise

(SUITE DE LA PAGE 8)

révolutionnaires étrangères alliées, c'est-à-dire anglaises, américaines, italiennes, serbes, françaises, finlandaises, grecques, tchèques, japonaises, mais aussi baltes, polonaises, ukrainiennes, sans parler des armées blanches dirigées par Krasnov, Koltchak, Denikine, réunit au total près de 550 000 hommes en 1919. Mais cela ne suffit pas à renverser militairement le pouvoir des soviets, et c'est pour cette raison que toutes les grandes démocraties occidentales eurent aussi recours à la mise en place d'un "cordon sanitaire" tout autour de la Russie. Ce blocus, dont le but premier était d'éviter la propagation du bacille bolchevik, livra à la pire des famines des dizaines de millions d'êtres humains, famines que la bourgeoisie s'est évidemment empressée de mettre sur le dos du mouvement révolutionnaire lui-même. Isolée par l'échec de la révolution mondiale, décimée par les combats et les disettes, la classe ouvrière de Russie n'a pu conserver le pouvoir qu'elle avait pris entre ses mains en octobre 1917. Elle pouvait encore moins construire le socialisme. C'est la victoire de la contre-révolution à l'échelle mondiale qui va donner naissance à la contre-révolution stalinienne en Russie même.

Dans un pays qui, du fait du maintien du pouvoir bourgeois au niveau mondial, ne pouvait pas se libérer du capitalisme, c'est l'appareil d'Etat qui a constitué la nouvelle forme de la bourgeoisie chargée d'exploiter la classe ouvrière et de gérer le capital national. Le parti bolchevik, après avoir été à l'avant-garde de la révolution en 1917, a fini par dégénérer en s'identifiant de plus en plus à l'Etat. En son sein, les meilleurs combattants de la révolution ont été progressive-

ment écartés des responsabilités, exclus, exilés, emprisonnés, puis finalement exécutés par toute une couche d'arrivistes et de bureaucrates. Cette bureaucratie du parti-Etat, expression de la nouvelle bourgeoisie russe, a trouvé en Staline son meilleur représentant. Sa raison d'être n'était plus la défense des intérêts de la classe ouvrière mais, au contraire, l'exercice sur elle, par le mensonge et la répression, de la plus ignoble des dictatures afin de préserver et consolider la nouvelle forme de capitalisme qui s'était instaurée en Russie. Cette dégénérescence politique du parti communiste russe, son passage du camp prolétarien au camp bourgeois, produit de la contre-révolution au niveau mondial, ne fut pas l'apanage du seul parti bolchevik. L'adoption définitive en 1927 de la thèse du "socialisme en un seul pays" par l'Internationale Communiste devait être reprise par l'ensemble des partis communistes mondiaux. En devenant à la fin des années 20 et au cours des années 30 des auxiliaires zélés de la défense du capital russe, ces derniers basculèrent également dans le camp capitaliste. Leur soutien à l'Etat bourgeois russe, au cours de la seconde guerre mondiale, en est l'éclatante confirmation. Ainsi, en vidant à jamais de leur substance révolutionnaire tous ces partis, la bourgeoisie internationale vit sa contre-offensive couronnée de succès. Contrairement, donc, à tous les mensonges bourgeois véhiculés depuis soixante-dix ans, le stalinisme n'est pas le produit de la révolution d'Octobre mais bel et bien le fils naturel du capitalisme décadent et de la contre-révolution bourgeoise.

Greg

PUBLICATIONS

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, MEXICO, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Hindi)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal ;

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien, etc.)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- Revue Internationale : abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F.

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROTSKISME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
30 F + 3F pour frais d'envoi
PLATEFORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi.
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (octobre 1988)
10F + 6F pour frais d'envoi.
GUERRE DU GOLFE
15F + 6F pour frais d'envoi.
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
80F + 12F pour frais d'envoi
LA GAUCHE HOLLANDAISE
120F + 12F pour frais d'envoi

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous sommes répertoriés sous le numéro ISSN 0336 464 X.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G. Tautin. 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

LE STALINISME N'A PAS ETE ENGENDRE PAR LA REVOLUTION PROLETARIENNE MAIS PAR LA CONTRE-REVOLUTION BOURGEOISE

Depuis la fin de l'année 1989 avec l'effondrement du bloc de l'Est, et maintenant de l'URSS, la classe ouvrière est l'objet d'une campagne bourgeoise particulièrement abjecte. Ce battage, relayé par tous les médias, répète jusqu'à l'écoeurement que le calvaire enduré par des millions de Soviétiques est le produit direct de la révolution d'Octobre 1917. De même, ce serait paraît-il cette révolution qui, en ayant définitivement tout gâté, rend désormais impossible toute amélioration à l'Est. Rien n'est plus mensonger ! Ce qui se décompose à l'heure actuelle en URSS, ce n'est sûrement pas le communisme, mais son antithèse, une forme particulière de capitalisme d'Etat : le stalinisme. Or ce système monstrueux, c'est toute la bourgeoisie mondiale (en particulier celle des grandes "démocraties" occidentales) qui l'a enfanté, en aucune façon la classe ouvrière.

■ La vague révolutionnaire de l'après-première guerre mondiale qui va de 1917 à 1927 constitue jusqu'à présent, et de loin, la plus importante expérience de la classe ouvrière internationale. Celle-ci ne peut l'ignorer, elle doit et devra, c'est incontournable, se réapproprier tous les enseignements que lui lègue cette période. Car s'il fallait une preuve de la richesse inestimable de cette époque pour le prolétariat, il suffit de confronter la réalité des événements et le discours de la bourgeoisie. Cette dernière, depuis soixante-dix ans déjà, n'a de cesse, par le biais de ses historiens, sociologues, journalistes et autres spécialistes patentés du mensonge, que de cacher (sinon calomnier) à des générations entières de prolétaires ce qui s'est véritablement tramé. Et pour cause, la vague révolutionnaire du prolétariat mondial qui a surgi au cours et au lendemain de la première boucherie impérialiste est l'épisode qui a été le plus loin dans la confrontation historique, dans la lutte à mort, entre les deux classes antagoniques de la société capitaliste : la bourgeoisie et le prolétariat. En effet, durant ces quelques années, la classe ouvrière a été bien près de renverser la bourgeoisie et son système d'exploitation car, sans conteste, celle-ci s'est retrouvée avec le couteau du géant prolétarien sur la gorge, ce qui l'obligea à redoubler de ruse, de violence, pour sauvegarder son système pourtant absurde et barbare jusqu'à l'inouï.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE, UNE REVOLUTION MONDIALE

4 août 1914, le monde bascule dans l'enfer de la première guerre mondiale. Des millions de prolétaires embrigadés derrière le char de leur Etat bourgeois sont conviés à participer au premier plus grand massacre de l'histoire. Date symbolique, capitale, elle entérine définitivement l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence. Et pour cause, désormais l'ensemble de la planète, soumise aux lois du marché capitaliste, voit toutes les nations impérialistes, concurrentes se jeter dans la tuerie pour le repartage du monde. Le capitalisme vient d'entrer dans le cycle infernal des crises, des guerres, des reconstructions, des nouvelles crises... L'ère des guerres et des révolutions est ouverte. L'alternative socialisme ou barbarie est à l'ordre du jour. Cependant, si la bourgeoisie parvint au début à imposer sans difficulté la "Grande Guerre", ce conflit alimenta trois années durant un profond mûrissement au sein de la classe ouvrière, une prise de conscience sur la réalité de cette boucherie, présentée au départ par tous les va-t-en-guerre comme une promenade qui, tout au plus, devait durer trois mois. Et c'est au prolétariat russe que revint l'insigne honneur de relever la tête en premier. A partir de 1917, refusant la guerre, ses privations, il se lança à l'assaut du ciel en affirmant la perspective historique de la classe ouvrière : la révolution communiste, véritable salut de toute l'humanité.

S'agissait-il de circonscrire cette révolution à la seule Russie ? Sûrement pas. La révolutionnaire allemande Rosa Luxemburg, à la fin de sa brochure intitulée "La Révolution russe", montrait clairement les enjeux de la situation : "En Russie, le problème ne pouvait être que posé. Et c'est dans ce sens que l'avenir appartient partout au bolchévisme". La révolution prolétarienne ne peut triompher que si elle est mondiale, et cette révolution internationale victorieuse constitue le point de départ politique d'une transformation économique qui aboutit à la destruction des rapports sociaux d'exploitation, à la construction de la société sans classes. Ainsi, parce que l'internationalisme est l'être même du prolétariat, la condition de son émancipation, tous les révolutionnaires, en se situant clairement dans le camp de la classe ouvrière, ont toujours martelé cette idée.

Dès l'émergence des premiers conseils ouvriers en Russie en février 1917, c'est-à-dire avant même la prise du pouvoir d'Octobre, les bolcheviks, par la voix de Lénine, réaffirmaient clairement que, si la révolution en Russie devait rester isolée, celle-ci ne serait qu'une entreprise désespérée. C'est pour cela que la thèse de la "construction du socialisme dans un seul pays" mise en avant par Staline en 1925, après la mort de Lénine, n'est rien d'autre qu'une trahison éhontée des principes élémentaires du mouvement ouvrier. En fait, après l'insurrection ouvrière de la fin de l'année 1917, plus que jamais la question de l'extension de la révolution était affaire de vie ou de mort. "La révolution russe n'est qu'un détachement de l'armée socialiste mondiale, et le succès et le triomphe de la révolution que nous avons accomplie dépendent de l'action de cette armée. C'est un fait que personne parmi nous n'oublie. (...) Le prolétariat russe a conscience de son isolement révolutionnaire, et il voit clairement que sa victoire a pour condition indispensable et prémisses fondamentales, l'intervention unie des ouvriers du monde entier." (Lénine, le 23 juillet 1918.) Disant cela, Lénine innovait-il ? Absolument pas. Il ne faisait que reprendre ce que le mouvement ouvrier depuis Marx et Engels a toujours affirmé.

Contrairement à toutes les déformations bourgeoises de l'histoire, les bolcheviks et le prolétariat russe n'aspiraient qu'à une chose : que la révolution s'étende au coeur du capitalisme, à l'Europe occidentale. De même, seul le poids de cinquante ans de contre-révolution ont pu faire oublier aux générations ouvrières contemporaines à quel point le renversement de l'Etat bourgeois en Russie fit naître un immense espoir parmi les rangs du prolétariat d'Europe à la fin de la guerre. Partout sur l'Ancien Continent, mais aussi aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et jusqu'en Chine, les ouvriers saluèrent l'insurrection de leurs frères de classe russes. On comprend aisément cet immense enthousiasme. Après trois années de tueries (tel Verdun, où, de février à juillet 1916, on compta plus de 250 000 hommes massacrés dans chaque camp), l'espoir d'en finir avec cet immonde carnage, et surtout avec le système qui en portait la responsabilité, ne pouvait être ressenti que comme une délivrance par des millions de prolétaires.

Ce danger révolutionnaire qui menaçait l'ordre capitaliste mondial, toute la classe dominante des grandes puissances impérialistes l'a immédiatement identifié. C'est ainsi que, mesurant pleinement les enjeux de la situation, elle affirmait : "Le bolchévisme était devenu une force qui menaçait par son Armée rouge (...) d'étendre sur tous les territoires de l'ancienne Russie d'abord, sur l'Europe ensuite, le régime des soviets. Cette forme nouvelle et monstrueuse d'impérialisme faisait peser sur l'Europe un danger d'autant plus redoutable que la fin de la guerre n'allait pas manquer de déclencher dans chaque pays une crise économique et sociale. Les alliés devaient ainsi provoquer la chute des soviets (...) et constituer autour du bolchévisme le cordon sanitaire qui l'isolait et le condamnerait à périr d'inanition." (Clemenceau, le 23 octobre 1918.)

Prise à la gorge, menacée d'être renversée par le flot impétueux de la révolution qui gagnait inexorablement l'Europe, la bourgeoisie se vit contrainte d'interrompre la guerre pour mieux faire face au danger prolétarien.

CONTRE LA REVOLUTION PROLETARIENNE, L'UNION SACREE DE LA BOURGEOISIE INTERNATIONALE

L'analyse de Clemenceau s'est vue amplement confirmée par les événements. A la fin de l'année 1918, le prolétariat allemand se lançait dans la plus importante expérience de son histoire. Il s'attelait à la tâche de porter en Europe de l'Ouest la flamme de la révolution que le prolétariat russe avait allumée en 1917. Le 4 novembre 1918, l'appel du commandement militaire allemand enjoignant à sa flotte d'appareiller pour une nouvelle bataille contre la Royal Navy déclencha la mutinerie des marins de Kiel. Devant la répression du soulèvement, une vague de solidarité envers les mutins se développa comme une traînée de poudre à Kiel, puis dans les principales villes allemandes. Partout en Allemagne, des conseils d'ouvriers et de soldats surgirent. L'exemple des ouvriers en Russie, qui était également repris en Autriche, en Hongrie et, dans une certaine mesure, en Italie, constituait un formidable stimulant. Les révolutionnaires mettaient tous leurs espoirs dans l'insurrection du prolétariat allemand parce que, en ouvrant la voie à la révolution en Europe occi-

dentale, celui-ci détenait entre ses mains le destin de toute l'humanité. Mais les obstacles à affronter étaient à la mesure de l'immense responsabilité qui reposait sur les épaules du prolétariat d'Allemagne. Non seulement celui-ci faisait face à une classe capitaliste fortement expérimentée et bien armée (classe dominante d'un pays industrialisé, elle était capable d'opposer une résistance bien plus âpre que la bourgeoisie russe chassée du pouvoir relativement rapidement, sans bain de sang, en octobre 1917), mais, qui plus est, c'est à la sainte alliance de tous les Etats "démocratiques" qu'il a dû se confronter.

La bourgeoisie allemande reçut en effet le soutien de la classe dominante des autres pays, en particulier des "vainqueurs" de la première guerre mondiale, effrayés qu'ils étaient par le spectre de l'extension mondiale de la révolution prolétarienne.

Tirant les leçons de l'expérience russe, le commandement militaire du IIe Reich décida, par la bouche du général Groener, de mettre fin immédiatement à la guerre. L'armistice, réclamé aux Alliés dès le 7 novembre 1918, fut signé quatre jours plus tard. Avec ce cessez-le-feu, la bourgeoisie mondiale éliminait un des facteurs les plus importants de radicalisation des conseils d'ouvriers et de soldats. Car tout d'abord, en agissant ainsi, elle parvenait à opérer une division au sein du prolétariat allemand entre ceux qui étaient prêts à en découdre une fois pour toutes avec leurs exploiters et ceux qui, illusionnés, pensaient qu'avec l'arrêt de la guerre, une meilleure situation les concernant allait enfin voir le jour. Mais, en outre, à l'échelle européenne, une autre division était entretenue : celle entre ouvriers des pays vaincus, tout particulièrement haineux vis-à-vis de leur propre bourgeoisie nationale qui les avait envoyés se faire décimer, et ceux des pays vainqueurs. Ces derniers furent incontestablement mystifiés par les discours triomphateurs, par les promesses d'amélioration de leur sort à travers les slogans du style "l'Allemagne paiera".

Ainsi, reléguant au second plan les antagonismes internes qui les avaient entraînés dans la guerre mondiale, toutes les bourgeoisies ont su resserrer les rangs pour affronter leur ennemi commun : le prolétariat. C'est une leçon que ce dernier ne doit jamais oublier ! La classe bourgeoise, divisée par nature, tend à s'unifier dans un contexte révolutionnaire pour lui faire face.

Si, certes, le parti communiste d'Allemagne (KPD), fondé au feu des luttes de décembre 1918 et janvier 1919, connut des faiblesses, ce qui ne put qu'affaiblir la riposte des ouvriers, fondamentalement, il nous faut mettre en évidence le machiavélisme dont sut faire preuve la bourgeoisie de ce pays en plaçant à la tête de la jeune république de Weimar Ebert et consorts, c'est-à-dire le Parti Social-Démocrate (SPD). La mise en place à la tête du gouvernement de ceux qui, pendant des années, firent partie d'une organisation authentiquement ouvrière déboussa une part importante des ouvriers allemands. Le soulèvement prolétarien fut impitoyablement écrasé. Plus de 20 000 ouvriers furent liquidés et plus encore blessés, de 1918 aux années 20. En 1919, la direction du prolétariat, le KPD, fut décapitée. Les corps francs utilisés par le SPD assassinèrent Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Jusqu'en 1930, la jeune démocratie allemande n'eut de cesse qu'écraser partout les manifestations révolutionnaires, notamment en 1921 et en 1923. Assurément, c'est bien ce prétendu modèle démocratique qui tint entre ses mains la schlague de l'impitoyable répression. C'est lui qui s'est chargé de débarrasser jusqu'au bout le pays des scories révolutionnaires de 1918, Hitler et le parti nazi n'y mettant qu'un point final. Toute la bourgeoisie internationale, toutes les "grandes" démocraties furent complices, elles qui appuyèrent cette contre-révolution en faisant tout le nécessaire, y compris l'effacement des réparations de guerre, pour permettre à l'Etat allemand de jouer son rôle de rempart inexpugnable contre le bolchévisme.

C'EST TOUTE LA BOURGEOISIE MONDIALE QUI A ENFANTE LE STALINISME

En conséquence, les tentatives d'étendre la vague révolutionnaire au-delà des frontières russes échouèrent avec la défaite de la classe ouvrière allemande. Cela devait avoir des répercussions catastrophiques pour la classe ouvrière internationale. Avec cet écrasement, la bourgeoisie était désormais capable de parachever son offensive contre la classe ouvrière, notamment en renforçant l'isolement dramatique du prolétariat en Russie. L'offensive des troupes contre-

(SUITE PAGE 7)

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

- Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.